

# DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Dimanche 2 décembre 2018 - 24 Rabî' al-awwal - N° 2077 - 6<sup>e</sup> année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



[www.dknews-dz.com](http://www.dknews-dz.com)

FÊTES NATIONALES

**Le Président Bouteflika félicite le Président roumain et le Président de la République centrafricaine**

P. 24

ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

**Le Prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane en visite officielle aujourd'hui et demain en Algérie**

P. 5

ARMÉE

**Gaïd Salah en visite officielle aux Emirats arabes unis et au Qatar**

P. 24

## PRODUITS ALIMENTAIRES:

# LÉGÈRE HAUSSE DES IMPORTATIONS SUR LES 10 PREMIERS MOIS 2018



*La facture globale des importations des produits alimentaires a enregistré une légère hausse durant les dix premiers mois de 2018, tirée par les importations des groupes céréales, semoules et farines ainsi que des tourteaux et résidus de l'extraction de soja, a appris l'APS auprès des Douanes algériennes.*

P. 6

## COMMERCE

**M.Djellab : «Plus de 828.000 commerçants titulaires d'extraits de registre du commerce électronique»**

► La date du 11 avril 2019, dernier délai pour l'obtention du registre du commerce électronique

P. 6

**57<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'APS:  
Plusieurs projets en phase de concrétisation**

*L'Agence Algérie Presse Service (APS) qui célébrait hier son 57<sup>e</sup> anniversaire, s'est résolument engagée dans la bataille du numérique avec le lancement de plusieurs projets qui sont en phase de concrétisation*

P. 3

## SANTÉ

VIH SIDA:

**Conduire les «populations-clés» vers le dépistage**

P. 10-11

## FOOTBALL

CAN-2019 :  
**«Le nouveau pays hôte connu d'ici le 31 décembre»**

*Le nouveau pays hôte de la 32<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 (15 juin-13 juillet), en remplacement du Cameroun dont l'organisation lui a été retirée vendredi, sera connu d'ici le 31 décembre, a affirmé le président de la Confédération africaine de football (CAF) le Malgache Ahmad Ahmad.*

P. 22

**SELON UN COMMUNIQUÉ DE L'ASAL  
Les portes ouvertes sur l'activité spatiale nationale reportées à mardi**

P. 6

## MDN

**LUTTE CONTRE LE TERRORISME**

**Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Tamanrasset**

P. 3

## CE MATIN À L'HÔTEL SOFITEL Célébration de la Journée mondiale de lutte contre le sida

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière, M. Mokhtar Hassellaoui, présidera ce matin à partir de 8h30 à l'hôtel Sofitel, la cérémonie de célébration de la journée mondiale de lutte contre le virus du sida placée cette année sous le thème «En cas de doute, le teste me rassure».



## FORUM DE LA SÛRETÉ NATIONALE Conférence à l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées



Le Forum de la Sécurité nationale, abrite ce matin à partir de 9h, une conférence à l'occasion de la journée internationale des personnes handicapées, célébrée le 3 décembre de chaque année, consacrée à la mise en valeur des efforts consentis par la Direction générale de la Sécurité nationale dans l'accompagnement des personnes aux besoins spécifiques.

## FI ESSAMIM L'accompagnement des personnes aux besoins spécifiques en débat

L'émission «Fi Essamim» de l'espace radio de la Sécurité nationale, sera consacrée cet après-midi de 16h à 17h, sur la chaîne 1, aux efforts consentis par la Direction générale de la Sécurité nationale dans l'accompagnement des personnes aux besoins spécifiques.



## Météo

	Max	Min
Alger	19°	09°
Oran	21°	09°
Annaba	17°	09°
Béjaïa	19°	10°
Tamanrasset	25°	08°

## LES 3 ET 4 DÉCEMBRE À L'UNIVERSITÉ DE SKIKDA Séminaire sur «La déontologie du marketing et droits des consommateurs»

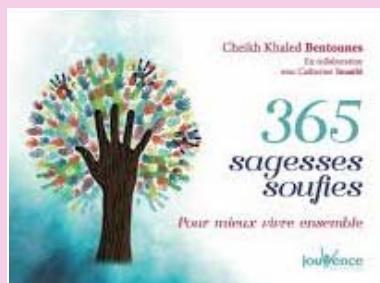
L'université du 20 aout 1955, en collaboration avec l'Organisation algérienne pour la protection et l'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), organisent les 3 et 4 décembre, un séminaire sur «La déontologie marketing et les droits des consommateurs».

## ENSM 2<sup>e</sup> Salon de l'emploi des entreprises



Le club des futurs managers de l'Ecole nationale supérieure de management (ENSM), organise aujourd'hui, la 2<sup>e</sup> édition du salon de l'emploi des entreprises au sein de l'ENSM.

## CRASC D'ORAN Conférence sur «La culture du vivre- ensemble en paix, enjeux et perspectives»

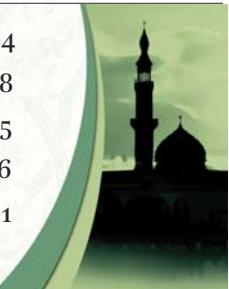


Le Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (Crasc) d'Oran, organise cet après-midi à partir de 14h, une conférence sur «La culture du vivre ensemble en paix, enjeux et perspectives», présentée par cheikh Khaled Bentoune, écrivain, guide spirituel de la voie soufie Alâwiyya, initiateur de la journée internationale du vivre ensemble en paix.

## Horaire des prières

Dimanche 24 Rabî` al-awwal 1440

Fajr	06:04
Dohr	12:38
Asr	15:15
Maghreb	17:36
Isha	19:01



## AFFAIRES RELIGIEUSES ET WAKFS Mohamed Aïssa demain à Oran

Le ministre des Affaires Religieuses et des Wakfs, M. Mohamed Aïssa, effectuera demain lundi 3 décembre, une visite de travail dans la wilaya d'Oran. Au cours de cette visite, le ministre présidera l'ouverture de la «19e semaine nationale du Saint Coran».



## RESSOURCES EN EAU Necib mardi à Sidi Bel-Abbès



Dans le cadre du suivi des projets du secteur, le ministre des Ressources en eau, M. Hocine Necib, effectuera mardi 4 décembre, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

## MARDI AU COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA Spectacle pour enfants

Al'occasion de la Journée mondiale des personnes handicapées, l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), organise mardi 1 décembre à partir de 14h, au complexe culturel de Chenoua (Tipasa), un spectacle d'animation assuré par le clown «Salimo».



## CHU D'ORAN Formation sur le dépistage et la prise en charge de la scoliose chez l'enfant et l'adolescent

Al'occasion de la célébration de la Journée Internationale des personnes handicapées, le service de médecine physique et de réadaptation du CHU d'Oran en collaboration avec l'Etablissement public de santé de proximité Front de Mer, organisent aujourd'hui, une session de formation médicale continue au profit des équipes de santé scolaire sur le dépistage et la prise en charge de la scoliose chez l'enfant et l'adolescent.



## PALAIS DES EXPOSITIONS Journées internationales des sciences vétérinaires

Sous le patronage du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, l'Ecole nationale supérieure vétérinaire d'Alger (ENSV), organise au Palais des Expositions des Pins-Maritimes, les 13èmes journées internationales des sciences vétérinaires placées sous le thème «Sécurité alimentaire : Enjeux et stratégies».

## POLICE JUDICIAIRE: Une session de formation sur la protection des droits de l'homme comme «impératif juridique et éthique»

Une session de formation sur le renforcement de la protection des droits de l'Homme dans les missions de sécurité «comme impératif juridique et éthique» a débuté, hier à Alger, au profit des éléments de la Police judiciaire.

Dans une allocution à l'ouverture de cette session, organisée sous le thème "les concepts fondamentaux et l'approche basée sur les droits de l'Homme", en collaboration avec l'Organisation internationale pour la réforme pénale dans la région MENA, la présidente du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Mme Benzerrouki Fafa Sid Lakhdar a indiqué que cette formation, qui vient en continuïté du programme de partenariat lancé depuis 2009, visait à "renforcer la confiance entre les corps de sécurité et la société", et à "appréhender ces corps comme partie intégrante de la société, ayant pour mission de veiller à l'application de la loi".

"Les corps de sécurité étant souvent aux premières lignes face aux individus, aussi bien lors des manifestations et des marches pacifiques qu'à titre individuel, l'Etat et ses organes sécuritaires sont dans l'obligation de garantir le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales", a-t-elle affirmé soulignant que "c'est là, l'objectif escompté sur le plan opérationnel lors de l'application de la loi, comme impératif juridique et éthique". Précisant que cette formation sera focaliser sur nombre d'axes principaux, dont "la couverture judiciaire et les droits de l'Homme" et "l'enquête et le mécanisme de garde à vue", la présidente du CNDH a rappelé que la Constitution, révisée en 2016, a défini explicitement les principes fondamentaux sur lesquels se repose cette mesure, en stipulant que la garde à vue ne peut excéder 48 heures, que la personne gardée à vue a le droit d'entrer immédiatement en contact avec sa famille et qu'elle doit être informée de son droit à entrer en contact avec avocat, autre le droit de bénéficier, à sa demande, de l'examen médical, en sus d'autres garanties.



ment en contact avec sa famille et qu'elle doit être informée de son droit à entrer en contact avec avocat, autre le droit de bénéficier, à sa demande, de l'examen médical, en sus d'autres garanties.

Dans le même contexte, Mme Benzerrouki a relevé la signification toute particulière de cette session, de par sa coïncidence avec la célébration du 70e anniversaire de la Proclamation universelle des droits de l'Homme (le 10 décembre 1948), célébrée cette année, sous le slogan, "uvrons pour l'égalité, la justice et la dignité humaine".

De son côté, le Directeur des programmes de l'Organisation internationale pour la réforme pénale dans la région MENA, Mohamed Chabana, a évoqué l'importance de ce type de formation pour les corps sécuritaires, affirmant que "la Sûreté nationale est partie prenante dans le système de protection des droits de l'Homme", néanmoins, a-t-il ajouté, "il demeure nécessaire de

veiller à l'équilibre du pouvoir dont elle jouit en vertu des lois en vigueur et le degré de protection des libertés et la relation aux individus".

Estimant que la création d'un Bureau des droits de l'Homme au sein de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), était "une initiative à valoriser et à prendre en exemple par les autres pays", il a affirmé que, "le travail sécuritaire dépasse la lutte contre la criminalité et constitue, en premier lieu, un travail humanitaire et social basé sur le professionnalisme et sur la confiance avec les tous les membres de la société".

Cette session de formation de 5 jours, destinée aux formateurs dans les milieux de la Police judiciaire portera sur des programmes pratiques sur notamment les mécanismes internationaux de protection des droits de l'Homme, les droits de la femme, les droits de l'enfant et lu droit à exprimer son opinion.

## 57<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'APS:

### Plusieurs projets en phase de concrétisation

L'Agence Algérie Presse Service (APS) qui célèbre ce samedi son 57<sup>e</sup> anniversaire, s'est résolument engagée dans la bataille du numérique avec le lancement de plusieurs projets qui sont en phase de concrétisation.

Parmi ces projets, il y a lieu de citer la Web TV qui sera bientôt lancée.

Cette chaîne diffusera des programmes en continu, en langue arabe dans un premier temps, puis en tamazight, en français et en anglais par la suite, avec pour objectif de renforcer davantage les missions de service public de l'Agence, avait indiqué le directeur général de l'APS, Abdelhamid Kacha, dans un entretien accordé à la Chaîne 1 de la Radio nationale. Le lancement de cette chaîne fait suite aux mutations touchant le fonctionnement et le rôle des agences de presse de par le monde, avait expliqué M. Kacha, faisant observer que toutes les agences s'étaient adaptées aux mutations accélérées que connaît le secteur des médias en offrant un service multimédia englobant la dépêche, la vidéo, l'info-

graphie et la photo, d'où le lancement prochain de la Web TV de l'APS. L'Agence qui avait démarré, au lendemain de l'indépendance, avec des moyens rudimentaires et un personnel réduit, compte actuellement un effectif de 450 salariés, dont 240 journalistes, en plus d'équipes techniques et audiovisuelles, diffusant en quatre langues (arabe, tamazight, français et anglais) et assurant un service continu 24/24H.

Elle couvre les 48 wilayas du pays et compte une douzaine de correspondants à l'étranger au niveau des capitales les plus importantes dans le monde. Elle a également investi les réseaux sociaux où des articles, photos ainsi que des reportages vidéo réalisés par l'Agence sont mis en ligne et partagés.

L'APS a été créée le 1er décembre 1961 en Tunisie à l'initiative du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRRA) pour être le porte-voix de la Révolution algérienne sur la scène médiatique internationale. Après l'indépendance, son

siege a été transféré à Alger. Au lendemain de sa création, l'APS s'est fixée comme objectif d'être le porte-voix de la Révolution algérienne sur la scène médiatique internationale avant de s'engager, après l'indépendance, dans la bataille de la reconstruction de l'Etat aux différents plans politique, économique, social, culturel et sportif en se dotant de moyens nécessaires pour l'accomplissement de cette mission.

Pour s'inscrire dans un processus de modernisation de ses équipements et de formation de son personnel et s'affirmer comme média de référence diffusant des informations complètes et de qualité, déclinées sur plusieurs supports, l'Agence

s'est dotée de moyens nécessaires afin de répondre aux exigences des nouvelles technologies de l'information et de la communication, marquées par l'apparition de nouveaux médias et l'influence grandissante des réseaux sociaux.

Dans ce contexte, l'APS a lancé en 2017 une nouvelle plateforme rédactionnelle qui permet de gérer tout le processus de production de l'information (texte et multimédia) au profit de ses abonnés.

Elle dispose d'une douzaine de sites d'informations (un site généraliste

en arabe, en français et en anglais, en plus d'un site en tamazight et 8 sites consacrés aux régions de l'est, de l'ouest, du centre et du sud du pays).

## LUTTE CONTRE LE CRIME Un individu objet de mandats d'arrêt pour trafic de drogue arrêté à Tipasa

Un individu, objet de mandats d'arrêt, a été arrêté par les éléments de la sûreté de wilaya de Tipasa, a indiqué hier un communiqué des services de la sûreté nationale. Le mis en cause, objet de mandats d'arrêt pour affaires liées au trafic de drogue, a été arrêté lors de patrouilles de la police, précise-t-on de même source.

## PARLEMENT

### Publication au JO du décret exécutif portant sur les modalités d'élection des membres du Conseil de la nation

Le décret exécutif 18-293 portant sur les modalités d'élection des membres élus du Conseil de la Nation pour lesquelles le collège électoral est convoqué pour le 29 décembre prochain a été publié dans le journal officiel.

Le président de la République, Abdellatif Bouteflika, avait signé, mi novembre, un décret présidentiel portant convocation du collège électoral en vue du renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation, qui aura lieu le samedi 29 décembre. La convocation du collège électoral se fait conformément à la Constitution, notamment ses articles 91-6 et 119 (alinéa 3) et à la loi organique 16-10 du 25 août 2016 relative au régime électoral, notamment ses articles 107, 108 et 109. Le collège électoral est composé de l'ensemble des membres de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) et des membres des Assemblées populaires communales (APC) de chaque wilaya. La dernière élection pour le renouvellement partiel des membres de la chambre haute du parlement algérien s'est déroulée le 29 décembre 2015.

Elle a été marquée par la victoire du parti du Front de libération nationale (FLN) qui a gagné 23 sièges, suivi du Rassemblement national démocratique (RND) avec 18 sièges, les Indépendants avec 4 sièges, du Front des forces socialistes (FFS) avec 2 sièges et de Fadji El Jadid avec un siège.

Le Conseil de la nation a été créé lors de la révision de la Constitution en 1996. Il est composé de 144 membres, dont 96 élus au scrutin indirect et secret (2 tiers) et 48 désignés par le président de la République dans le cadre du tiers présidentiel.

## ALGÉRIE - FRANCE

### Le décret présidentiel ratifiant le protocole de la Convention algéro-française sur la sécurité sociale publié au JO

Le décret présidentiel portant ratification du protocole annexé à la convention générale algéro-française sur la sécurité sociale de 1980 relatif aux soins de santé dispensés en France aux ressortissants algériens, signé à Alger en avril 2016, a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel.

Le protocole s'applique aux ressortissants algériens résidant en Algérie et ayant la qualité d'assurés sociaux affiliés à un régime algérien de sécurité sociale ou d'ayants droit de ces assurés sociaux, aux démunis non-assurés sociaux tels que définis par la législation algérienne ou ayants droit de ces démunis.

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Tamanrasset (MDN)

Un terroriste s'est rendu hier aux autorités militaires à Tamanrasset, en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée nationale populaire, un terroriste s'est rendu, ce jour 1er décembre 2018, aux Autorités Militaires à Tamanrasset (6<sup>e</sup> Région militaire), en possession d'un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et de deux (2) chargeurs garnis de munitions. Il s'agit en l'occurrence du dénommé +Berbouchi Ouennani+ dit +Abou Hamza+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2012", précise le communiqué.

Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP "ont arrêté, à Tamanrasset et In Guezzam (6<sup>e</sup> RM), trois (3) orpailleurs et saisi un véhicule tout-terrain, huit (8) motocycles, des outils de détonation, cinq (5) groupes électrogènes, sept (7) marteaux piqueurs, cinq (5) détecteurs de métaux et 0,5 tonne de denrées alimentaires", note la même source.

Par ailleurs, des éléments de la Gendarmerie nationale "ont intercepté, à Tamanrasset, vingt-six (26) immigrants clandestins de différentes nationalités", ajoute le communiqué.

## Appel à un consensus national pour parachever les réformes politiques et initier un projet économique clair (Benyounès)

Le président du Mouvement populaire algérien (MPA), Amara Benyounès, a appelé samedi, à Mostaganem, à un consensus national pour le parachevement des réformes politiques et la mise en place d'un projet économique clair pour les prochaines années.

Animant un meeting populaire à la maison de la culture «Ould Abderrahmane Kaki», Amara Benyounès, a souligné que «les prochaines élections présidentielles sont très importantes et elles se dérouleront dans des conditions politiques, économiques et sécuritaires aux défis particuliers dont celui induit par la chute des cours hydrocarbures en 2014 et leurs retombées sur l'économie nationale».

Le président du MPA a indiqué que celui qui sera élu aux prochaines présidentielles doit initier des réformes économiques «difficiles et douloureuses par le biais d'un consensus national et par le parachevement des réformes politiques initiées par le Président de la république, M. Abdelaziz Bouteflika, en 2011». Le responsable a estimé que «la sortie de la crise économique déclouant de la chute des prix des hydrocarbures doit se faire par une nouvelle approche loin du modèle économique socialiste».

«L'économie nationale a besoin davantage de liberté et non des entraves en libérant l'initiative personnelle et privée, en luttant contre la corruption qui ne favorise pas l'édification d'une économie libre et indépendante, loin du socialisme, de la bureaucratie et de l'économie rentière dépendant du pétrole».

Par ailleurs, Amara Benyounès a appelé à «édifier une société basée sur le travail comme valeur fondamentale, à opter pour une agriculture forte en orientant les jeunes vers ce secteur, à résoudre le problème du foncier agricole par la récupération des terres agricoles et leur distribution aux investisseurs capables de créer la richesse et des emplois».

S'agissant des opposants au renouvellement du mandat présidentiel, le responsable a estimé que «enfin ne peut empêcher un citoyen de se présenter aux prochaines élections présidentielles à l'exception du Conseil constitutionnel qui dispose de toutes les prérogatives de rejeter une candidature».

«Nul ne peut imposer à un citoyen algérien de se porter candidat à ce rendez-vous présidentiel car, il s'agit d'une décision et d'un choix personnels propres à chaque candidat», a-t-il ajouté. Par ailleurs, Amara Benyounès a estimé «qu'il n'existe pas en Algérie une opposition structurée avec un projet clair».

Il n'y a que des opposants incapables de présenter un seul candidat aux présidentielles et qui ont échoué à parvenir à un accord sur un candidat». Pour le président du MPA, «la démocratie a besoin d'une opposition forte pour l'alternance pacifique du pouvoir», M. Benyounès a salué les efforts de l'ANP et les corps de sécurité dans la lutte contre le terrorisme et leur rôle à préserver la pérennité de l'Etat algérien durant la décennie noire, appelant à la vigilance pour faire face aux dangers guettant le pays notamment au niveau de ses frontières.

## PARTIS Sahli appelle les partenaires politiques à contribuer à l'enrichissement du débat autour de la prochaine présidentielle

Le secrétaire général de l'Alliance nationale républicaine (ANR), Belkacem Sahli, a appelé samedi à Alger les différents partenaires sur la scène politique à contribuer «sérieusement et efficacement» à enrichir le débat autour de la prochaine présidentielle, en favorant à convaincre le peuple de leurs propositions et programmes.

Président la réunion du bureau national élargie aux secrétaires des bureaux de wilayas du parti, M. Sahli a salué «la teneur du message du président de la République, à l'occasion de la rencontre Gouvernement-wilas dans lequel il a affirmé que «Si certains réduisent les enjeux du présent et de l'avenir au changement et à la succession des responsables et des personnes...), il n'en demeure pas moins que l'enjeu est beaucoup plus grand, il y va de la protection des réalisations accomplies par le peuple et de leur préservation et valorisation.

Il s'agit, également, de se hissier à un niveau plus élevé dans l'acte de développement et dans l'action politique». A ce propos, le SG du parti a favorablement accueilli les décisions et recommandations émanant de cette réunion qui se veut 1/4 un espace d'échange et de dialogue constructif entre les différentes parties ayant pris part au processus du développement local intégré, notamment en matière de levée de contraintes, de soutien aux initiatives locales, et d'amélioration de la gouvernance régionale.

Pour ce faire, «il faudrait se débarrasser du fardeau de la bureaucratie, impliquer la collectivité locale dans la préparation d'un climat attractif,

décentralisation, de valoriser les potentialités humaines, de promouvoir le service public, d'améliorer la qualité des services, et de lutter contre la corruption et la bureaucratie».

A ce propos, le SG du parti a favorablement accueilli les décisions et recommandations émanant de cette réunion qui se veut 1/4 un espace d'échange et de dialogue constructif entre les différentes parties ayant pris part au processus du développement local intégré, notamment en matière de levée de contraintes, de soutien aux initiatives locales, et d'amélioration de la gouvernance régionale.

Pour ce faire, «il faudrait se débarrasser du fardeau de la bureaucratie, impliquer la collectivité locale dans la préparation d'un climat attractif,

rationnaliser les dépenses, et relancer les investissements sur le terrain», a-t-il soutenu.

«Surmonter les difficultés est un pari nécessaire que rencontre l'Algérie requiert la participation de tout un chacun dans le cadre d'une politique de solidarité nationale basée sur la dynamisation et l'optimisation du rendement des collectivités et des assemblées élues qui représentent et incarnent la souveraineté du peuple», a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, M. Sahli a réitéré la position de son parti qui soutient le président de



la République, Abdelaziz Bouteflika, et le principe de «continuité», en vue de «préserver les acquis, remédier aux carences recensées, approfondir les réformes et concrétiser la pratique démocratique».

Revenant sur la situation sociale, M. Sahli a mis en avant «l'impératif de préserver le pouvoir d'achat des citoyens, la protection du foncier agricole et la consolidation de la sécurité alimentaire».

## M. Ghouini appelle à la préservation de la stabilité institutionnelle

Le président du mouvement El Islah, Fillali Ghouini a appelé, samedi à Alger, à la préservation de la stabilité institutionnelle et à la valorisation des acquis pour la poursuite du processus et gagner le véritable pari économique.

L'Algérie a besoin de la stabilité institutionnelle, de la valorisation de tous les acquis réalisés et de la poursuite du processus dans une cohérence nationale, afin de gagner le pari du développement global et réaliser une véritable relance économique à même de la faire sortir de la dépendance aux recettes pétrolières et gazières, à la sphère de l'investissement, des énergies renouvelables et des projets durables», a déclaré M. Ghouini lors des travaux d'ouverture de la session ordinaire du Bureau politique de sa formation politique. «La capacité des Algériens est avérée à réussir, à dépasser cette difficile conjoncture et à relever les défis, en tirant les enseignements et leçons du passé pour fortifier le front interne», a-t-il affirmé mettant en avant «la foi inébranlable en Dieu le Tout-

Puissant et la grande confiance du peuple algérien à réaliser le développement global en mettant en échec les plans des complices contre le pays».

Le mouvement El Islah et ses militants sont au premier rang de la défense des institutions de l'Etat, de la société et du projet civilisationnel de l'Algérie et ne se laisseront jamais entraîner vers «une autre démarche qui fera régresser l'Algérie aussi fascinante que soient ses slogans, à l'instar d'assemblée constitutionnelle ou étape de transition».

«L'heure est au travail sur terrain en prévision de la prochaine échéance présidentielle, après que la position du Mouvement en faveur de la candidature du président de la République, le moudjahid Abdelaziz Bouteflika», a dit M. Ghouini ajoutant que la direction du parti en collaboration avec les militants doivent redoubler d'efforts, à travers des sorties de proximité pour rallier davantage de soutien populaire et mieux préparer ce rendez-vous, d'une part et mobiliser les citoyens pour lutter contre le désespoir,

l'indifférence et la réticence à s'exprimer, d'autre part».

Il a plaidé, dans ce sens, pour l'élargissement de la participation à la prochaine présidentielle par respect de l'opération électorale que nous veillons, a-t-il dit, à ce qu'elle ait lieu dans les délais impartis en consolidation du processus démocratique et de l'Etat de droit et des libertés. Il a appelé M. Ghouini tous les acteurs du processus électoral et les différentes parties concernées à adopter «des pratiques démocratiques saines pour conforter la sécurité et la stabilité en Algérie et resserrer davantage les rangs des Algériens pour relever les défis et faire face aux complots qui ciblent la sécurité de l'Algérie et l'unité de son peuple». Par ailleurs, le président du mouvement El Islah s'est félicité du climat économique général qui assure les conditions à même de réaliser un élan économique prometteur, particulièrement la sécurité, la stabilité institutionnelle et la modernisation des infrastructures.

## RND :

### Seddik Chihab fustige «les professionnels de l'indignation»

Le porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), Seddik Chihab, a fustigé samedi depuis El Tarf ceux qu'il a qualifiés de «professionnels de l'indignation» qui, a-t-il soutenu, se déplient pour «créer un climat de doute et d'instabilité».

Mandaté par le Secrétaire général du RND pour présider une rencontre du bureau local de cette formation politique, tenue à la maison de la culture Ahmed Betchine, M. Chihab a dénoncé «les gens qui critiquent toute action et décision pour semer le doute et freiner le développement du pays». Il a dans ce sens souligné

que «les professionnels de l'indignation» ont critiqué le recours au financement non conventionnel décidé par le gouvernement, attestant que «ces mêmes voix auraient certainement critiqué l'option du recours au Fonds monétaire international (FMI) pour relancer des projets de développement».

M. Chihab a considéré que «ces voix critiquent pour critiquer» et oublient, a-t-il soutenu, de «débattre du meilleur moyen pour aller de l'avant». Rappelant l'appel du président de la République, Abdelaziz Bouteflika à «la construction d'un front populaire solide» devant garantir la sécu-

rité de l'Algérie, le porte-parole du RND a plaidé pour la continuité du processus de développement pour davantage de progrès et de stabilité.

«La réconciliation et la concorde nationales, initiées par le chef de l'Etat, ont permis d'importants acquis pour le pays sur les plans social, économique et politique», a-t-il ajouté, soulignant que le choix de la continuité que prône le RND était dicté par le souci de «consolider les fondations d'une société développée et solidaire».

«La stabilité est un acquis résultant des décisions sages du président de la République,

qu'il faut préserver pour édifier un pays fort, démocrate et stable par ses institutions», a-t-il encore ajouté. Affirmant que la ligne de sa formation politique était inspirée de la Déclaration du 1er novembre 1954, le porte-parole du RND a appelé les jeunes à s'impliquer davantage dans la vie politique pour assurer la continuité.

Saluant les efforts déployés par les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de tous les corps de sécurité dans la préservation de la stabilité du pays, M. Chihab a renouvelé «la confiance du RND aux moudjahidines qui se sont sacrifiés pour le pays».

## ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE

# Le Prince héritier saoudien Mohammed Ben Salmane en visite officielle aujourd'hui et demain en Algérie

Le Prince héritier, vice-président du Conseil des ministres et ministre de la Défense d'Arabie Saoudite, Mohammed Ben Salmane, entamera, à partir d'aujourd'hui, une visite officielle de deux jours en Algérie, à la tête d'une délégation de haut niveau, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République.

«Dans le cadre des relations fraternelles solides liant l'Algérie et le Royaume d'Arabie Saoudite, son Altesse royale, le prince héritier, vice-président du Conseil des ministres et ministre de la Défense d'Arabie Saoudite, Mohammed Ben Salmane Ben Abdelaiz Al-Saoud, entamera une visite officielle en Algérie, les 24 et 25 Rabie al Awal 1440 de l'Hégire correspondants aux 2 et 3 décembre 2018, à la tête d'une délégation de haut niveau qui compte des membres du gouvernement, des hommes d'affaires et des personnalités saoudiennes éminentes», précise le communiqué. Cette visite s'inscrit, relève-t-on, dans le cadre

de «la consolidation des relations privilégiées entre les deux pays et peuples frères et permettra de donner un nouvel élan à la coopération bilatérale et de concrétiser des projets de partenariat et d'investissement, en ouvrant de nouvelles perspectives aux hommes d'affaires, en vue d'augmenter le volume d'échange commercial et d'élargir le partenariat économique entre les deux pays». Elle permettra également de «relancer les différents ateliers bilatéraux issus de la 13ème session de la réunion de la commission mixte algéro-saoudienne, tenue à Riyad en avril dernier et qui a été sanctionnée par la signature



de plusieurs accords de coopération», ajoute la même source. «La visite de son Altesse royale, le Prince héritier saoudien sera l'opportunité d'examiner et d'échanger les points de vue sur les questions politiques et éco-

nomiques arabes et internationales d'intérêt commun, et à leur tête la question palestinienne et les situations dans certains pays frères, outre les évolutions du marché pétrolier», conclut le communiqué.

## ALGÉRIE-ARABIE SAOUDITE:

## Pour un nouvel élan de la coopération bilatérale et l'ouverture de perspectives aux investisseurs

L'Algérie et l'Arabie Saoudite ouvrent à donner un nouvel élan à la coopération bilatérale et à ouvrir des perspectives aux investisseurs, en vue de hisser le volume des échanges commerciaux, à travers la concrétisation des projets de partenariat et d'investissement convenus lors des visites intensives effectuées, ces dernières années, par les hauts responsables des deux pays.

La visite du Prince héritier saoudien, l'Emir Mohamed Ben Salmane Ben Abdelaiz Al-Saoud, vice-président du Conseil des ministres et ministre de la Défense, les 2 et 3 décembre, en Algérie à la tête d'une délégation de haut niveau, composée de membres du Gouvernement, d'hommes d'affaires et de personnalités éminentes, s'inscrit dans le cadre des relations privilégiées liant les deux pays et la volonté partagée des dirigeants des deux pays d'élargir leur partenariat.

Cette visite devra relancer les différents ateliers bilatéraux issus de la 13ème session de la réunion de la commission mixte algéro-saoudienne, tenue à Riyad en avril dernier et qui a été sanctionnée par la signature de plusieurs accords de coopération dans les domaines de l'investissement, de la normalisation et des relations internationales.

L'Arabie Saoudite aspire à établir des partenariats d'investissement stratégique avec l'Algérie, en vue de booster les relations économiques et les hisser au niveau des relations politiques existant entre les deux pays. L'Algérie a, de son côté, affiché sa disposition à coopérer avec Riyad dans tous

les domaines économiques, notamment dans l'industrie qui a enregistré un progrès considérable ces dernières années.

Les deux pays veulent établir des partenariats dans le domaine des hydrocarbures, de la pétrochimie, de l'agriculture, de l'industrie, de l'économie du savoir et du tourisme, des secteurs dans lesquels le Gouvernement algérien encourage l'investissement en assurant diverses facilitations.

L'Arabie Saoudite est l'un des principaux fournisseurs de l'Algérie avec des importations estimées lors des dix premiers mois de 2018, à 571 millions de dollars, soit une hausse de +29,77 % par rapport à la même période de l'année de 2017. La visite du Prince héritier saoudien sera l'opportunité d'examiner et d'échanger les points de vue sur les questions politiques et économiques arabes et internationales d'intérêt commun, et à leur tête la question palestinienne et les situations dans certains pays frères, outre les évolutions du marché pétrolier.

Les prix du pétrole ont connu, ces derniers jours, une baisse sensible dans un marché aux contours imprécis, en attendant les décisions de la réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et de leurs partenaires hors OPEP, prévue en fin de semaine à Vienne, pour décider des niveaux de la future production, qui devrait enregistrer une baisse pour soutenir le prix, selon les experts.

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guittouni avait déclaré, mardi dernier, que «l'Arabie Saoudite ne s'est pas retirée de l'accord

de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses partenaires hors OPEP sur la baisse de la production», précisant que «Riyad a faiblement augmenté ses quotas de production pour faire face à la baisse de l'offre, induite par le recul de la production du Venezuela et de la Libye pour garantir l'équilibre du marché». Il a ajouté dans ce sens que l'Algérie «voulait actuellement à rapprocher les vues entre les pays producteurs membres de l'OPEP et ceux non membres».

Concernant la visite du Prince héritier saoudien, Mohamed Ben Salmane en Algérie, le ministre a indiqué que cette visite s'inscrivait dans le cadre des activités diplomatiques et ne revêtait «aucune autre intention liée au marché pétrolier». La visite du Prince héritier Mohamed Ben Salmane est la deuxième du genre en Algérie d'un haut responsable saoudien, après celle du ministre saoudien de l'Intérieur, le Prince Abdelaiz Ben Saoud Ben Nayef Ben Abdelaiz Al Saoud, qui avait effectué une visite officielle de quatre jours, en Algérie en mars dernier.

Le ministre saoudien avait souligné l'importance de renforcer les relations entre l'Algérie et l'Arabie saoudite et de les promouvoir au niveau escompté par les dirigeants des deux pays», rappelant le rôle important de l'Algérie sur les plans régional et régional. L'Algérie est la cinquième étape de la tournée arabe du Prince héritier Mohamed Ben Salmane qui l'a menée jusqu'à présent aux Emirats Arabes Unis, au Bahreïn, en Egypte et en Tunisie.

## ALGÉRIE-GABON

## Signature à Libreville d'un accord entre les Chambres de commerce algérienne et gabonaise

Un accord de partenariat a été signé à Libreville (Gabon) entre les Chambres de commerce et d'industrie algérienne et gabonaise, visant le renforcement de la coopération économique entre les deux pays. La cérémonie de signature s'est tenue en marge de l'exposition spécifique des produits algériens qui se tient du 27 novembre au 2 décembre dans la capitale gabonaise.

L'accord a été signé en présence notamment du secrétaire général du ministère algérien du Commerce, Chérif Omari, qui conduit la délégation algérienne à cette exposition, et du président de la Chambre de commerce gabonaise, Jean-Baptiste Bikalou.

À cette occasion, M. Bikalou

a réitéré son souhait d'approfondir davantage les relations économiques entre les deux pays dans les différents secteurs. Il a également fait part de son souhait de renforcer avec l'Algérie la formation des jeunes Gabonais dans différents domaines. Pour sa part, M. Omari a indiqué que la signature de cet accord renforcerait les liens d'affaires pour la diversification de l'économie des deux pays. «Nous avons eu des discussions avec un opérateur gabonais sur la possibilité d'organiser une foire d'une superficie de 3.000 m<sup>2</sup> réservée aux entreprises algériennes pour qu'ils puissent exposer et commercialiser leurs produits tout au long de l'année», a-t-il avancé.

De son côté, l'ambassadeur d'Algérie au Gabon, Mohamed

Antar Daoud, a plaidé pour la création d'un conseil d'affaires afin de permettre de mieux connaître le produit algérien et de renforcer le partenariat économique entre l'Algérie et le Gabon.

Par ailleurs, le secrétaire général du ministère du Commerce, Chérif Omari, a déclaré à l'APS qu'un groupe de travail algéro-gabonais sera mis en place pour applanir les difficultés d'investissements au Gabon et liées notamment aux taxes et droits de douane.

«On s'est entendu avec les représentants du gouvernement gabonais pour mettre en place un groupe de travail notamment à travers les ministères respectivement des Affaires étrangères et du Commerce des deux pays,

en vue d'aplanir les barrières d'investissements», a-t-il souligné en marge de sa visite à la zone économique spéciale de Nkok (Gabon).

Selon lui, un accord bilatéral commercial entre l'Algérie et le Gabon pourrait réduire les difficultés rencontrées par les opérateurs algériens désireux d'investir au Gabon. M. Omari indique que les responsables gabonais sont conscients de l'importance de renforcer la coopération avec l'Algérie dans plusieurs secteurs d'activités tels le bois, dont le Gabon est gros producteur, et l'agroalimentaire.

«Nous sommes dans la même dynamique avec le Gabon pour faire réussir le rapprochement entre les hommes d'affaires des deux pays», a-t-il avancé.

## ALGÉRIE/ÉTATS-UNIS/ITALIE

## Raffinerie d'Augusta: Clôture de la transaction entre Sonatrach et ESSO Italiana

Le groupe national des hydrocarbures Sonatrach et ESSO Italiana (filiale du groupe américain ExxonMobil) ont clôturé samedi à Milan (Italie) la transaction portant sur la raffinerie d'Augusta, a indiqué Sonatrach dans un communiqué. Le périmètre de cette transaction inclut la raffinerie d'Augusta (Sicile), les trois terminaux pétroliers de Palerme, Naples et Augusta, ainsi que des participations dans des pipelines reliant la raffinerie aux différents terminaux, précise la même source.

En conséquence, la filiale raffinerie italienne de Sonatrach, dénommée Sonatrach Raffineria Italiana Srl, est devenue propriétaire de ces actifs à partir du samedi 1er décembre 2018. La clôture de cette transaction fait suite à un processus de transition de 6 mois qui a permis à Sonatrach «de lever toutes les conditions suspensives, notamment celles liées aux accords anti-trust», explique Sonatrach.

À travers cette acquisition, le système de raffinage de Sonatrach sera renforcé d'une capacité de raffinage supplémentaire de 10 millions de tonnes de traitement par an et d'une capacité de stockage équivalente à une autonomie supplémentaire de 3 jours de consommation en gaz oil, et de 3 jours de consommation en essence.

Cette capacité de raffinage place cette raffinerie deuxième parmi les positions de Sonatrach en matière de capacités après la raffinerie de Skikda (16 millions de tonnes/an). Cette même acquisition permettra à Sonatrach de combler son déficit local en gaz oil et en essence et de vendre sur les marchés internationaux les produits excédentaires.

Pour rappel, lorsque Sonatrach avait signé en mai 2018 à Rome l'accord avec ESSO Italiana pour cette acquisition, elle avait alors fait savoir que le transfert de la propriété de la raffinerie et de ses actifs interviendrait à la fin de l'année 2018, sous réserve du respect de certaines conditions, notamment l'approbation de cette vente par les autorités en charge de la concurrence.

Sonatrach, après avoir obtenu l'accord des autorités algériennes, avait répondu favorablement à la consultation lancée par ExxonMobil à la fin août 2017 pour la vente de cette raffinerie dont la part de marché en Méditerranée est de 25%. Capable de traiter à la fois du Sahara Blend ainsi que du fuel résiduel issu de la raffinerie de Skikda, la raffinerie d'Augusta s'intègre directement dans le système de raffinage de Sonatrach.

Elle peut également traiter directement des produits qui sont excédentaires en Algérie en vue de réimporter des produits aujourd'hui en déficit comme le gaz oil et l'essence. La raffinerie d'Augusta est une raffinerie qui traite des bruts légers à l'instar du Sahara Blend algérien, de l'Arabian Light (Arabie Saoudite) ou de l'Azeri (Azerbaïdjan).

Sur le bassin méditerranéen, Augusta est surtout connue pour être le premier producteur d'huiles de base de cette région. Durant les années 90, cette raffinerie s'approvisionnait régulièrement auprès de Sonatrach à Zarzaitine (Illizi) qui offre un bon rendement en huile de base. Jusqu'en 2009, cette raffinerie s'approvisionnait également en fuel à basse teneur en soufre issu de la raffinerie de Skikda.

La raffinerie d'Augusta permettra de couvrir les déficits algériens en essences et en gaz oil, et ce, même dans l'hypothèse d'un décalage de 2 années dans la mise en service des nouveaux projets de reforming de naphta, du projet d'hydrocracking de fuel à Skikda et de la nouvelle raffinerie de Hassi Messaoud.

Les terminaux de carburants de Naples, Palerme et Augusta (inclus dans la transaction) offrent une capacité de stockage supplémentaire de 565 kb (565.000 barils) de gaz oil et 309 kb (309.000 barils) d'essence.

Ce qui permettra, vu leur proximité de l'Algérie, d'assurer 3 jours supplémentaires d'autonomie de stockage par rapport à l'autonomie qui existe en Algérie à travers les capacités de Naftal et de Sonatrach. De surcroît, l'un des éléments importants du cahier des charges d'ExxonMobil réside dans l'exigence de reprendre la production d'huile de base à travers un contrat d'offtake (accord d'enlèvement) de 10 ans. Cette condition permet non seulement d'avoir une source de revenus garantie pour les huiles de base, mais surtout d'avoir ExxonMobil comme partenaire de fait pendant au moins dix (10) ans.

## COMMERCE: La date du 11 avril 2019, dernier délai pour l'obtention du registre du commerce électronique

Le ministre du Commerce, Said Djellab a annoncé, samedi à Alger, que le dernier délai pour l'obtention du registre de commerce électronique (RCE) est fixé au 11 avril 2019, invitant les opérateurs économiques à se rapprocher des services locaux du Centre national du Registre de commerce (CNRC). M. Djellab a appelé les organisations et associations du patronat ainsi que l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) à inciter les opérateurs économiques à se rapprocher des services territorialement compétents du CNRC pour l'obtention du nouvel extrait du registre de commerce, doté du code électronique, et ce avant le 11 avril 2019, date butoir.

Intervenant lors d'une journée d'information placée sous le thème «Le RCE, un instrument efficace pour la modernisation du contrôle économique», en présence de la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda Imene Feraoun et de cadres des deux ministères, M. Djellab a déclaré que «le recours au RCE permettra inéluctablement, à nos services, de mieux maîtriser l'encadrement et la modernisation du contrôle économique et le suivi et la régulation du marché afin de conférer transparence et efficience aux opérations de contrôle».

Le secteur du Commerce, à l'instar des autres secteurs, mesure l'importance d'améliorer la performance de l'administration, d'où la nécessité de consentir des efforts énormes et continus pour hisser le Service à la lumière de la mondialisation, a poursuivi le ministre.

L'immatriculation au registre du commerce vise, en plus de la modernisation de l'organisation du registre du commerce, le remplacement des anciens modèles des extraits du registre du commerce par de nouveaux modèles, dotés du code électronique, en sus de l'assainissement et de la sécurisation de ce document contre la falsification, a-t-il précisé. L'immatriculation au registre du commerce électronique permet d'obtenir des informations actualisées du CNRC sur la situation de l'opérateur, qu'il s'agit d'une personne morale ou physique, a fait savoir M. Djellab, soulignant qu'il s'agit de faciliter le développement et de moderniser le contrôle de l'activité commerciale, et de permettre l'identification du détenteur du registre du commerce et de l'activité effectivement exercée.

## DJELLAB: Plus de 828.000 commerçants titulaires d'extraits de registre du commerce électronique

Le ministre du Commerce, Said Djellab a affirmé, samedi à Alger, que le nombre de commerçants titulaires d'un extrait de registre de commerce électronique avait atteint 828.328 jusqu'au 30 novembre 2018.

«Le registre de commerce électronique est devenu une réalité palpable depuis 2014, et le nombre d'extraits de RC a atteint 828.328 à fin novembre 2018, sur les 2 millions de commerçants inscrits, soit un taux de 43%», a précisé le ministre. «Nous nous employons à la concrétisation du programme de gouvernement relatif à la simplification et à l'amélioration des procédures administratives, conformément aux instructions du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, visant le renforcement de la gouvernance économique et l'amélioration des prestations prodiguées au citoyen», a indiqué M. Djellab dans son intervention à l'occasion d'une journée d'information sur le registre de commerce électronique comme moyen efficace de modernisation du contrôle économique, en présence de la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, Houda-Imene Feraoun et des cadres des deux ministères.



## PRODUITS ALIMENTAIRES: Légère hausse des importations sur les dix premiers mois 2018

La facture globale des importations des produits alimentaires a enregistré une légère hausse durant les dix premiers mois de 2018, tirée par les importations des groupes céréales, semoules et farines ainsi que des tourteaux et résidus de l'extraction de soja, a appris l'APS auprès des Douanes algériennes.

La facture globale du Groupe des produits alimentaires, qui a représenté près de 19% de la structure des importations algériennes, a atteint 7,25 milliards de dollars (mds usd) entre janvier et fin octobre 2018 contre 7,12 mds usd durant la même période de 2017, en hausse de 130 millions de dollars (+1,83%), précise le Centre national des transmissions et du système d'information des Douanes (Cnisd).

Par catégories de produits, la facture des importations des céréales, semoules et farines, qui a représenté plus de 36% des importations alimentaires durant les dix premiers mois 2018, a grimpé à 2,61 mds usd contre 2,27 mds usd, soit une augmentation de 340 millions de dollars (+15%) entre les deux périodes de comparaison.

Quant aux importations des tourteaux et résidus de l'extraction de soja, elles se sont chiffrées à 583,84 millions usd contre 361 millions usd, en hausse de 222,84 millions usd (+61,73%).

En revanche, cinq principaux produits alimentaires (lait et produits laitiers, sucre et sucreries, café et thé, légumes secs et viandes) ont connu des baisses. Ainsi, le lait et produits laitiers ont été importés pour 1,203 mds usd contre 1,226 mds usd, en baisse de 23 millions usd (-1,86%).

Concernant les sucre et sucreries, ils ont été importés pour 717,85 millions usd contre 913,38 millions usd, soit une diminution de 195,5 millions usd (-21,41%).

Les légumes secs ont également reculé à 247,71 millions usd contre 314,62 millions usd, en baisse de 67 millions usd (-21,3%).

De même, les importations du café et thé ont baissé à 303,33 millions usd contre 367,5 millions, en baisse de 64 millions usd (-17,4%). Les importa-



tions des viandes ont également reculé à 154,75 millions usd contre 174 millions usd, en baisse de 19 millions usd (-11,04%). En dehors de ces sept (7) principaux produits, le reste du Groupe des produits alimentaires a été importé pour 1,42 mds usd de janvier à fin octobre 2018 contre 1,49 mds usd à la même période de 2017.

Concernant les huiles destinées à l'industrie alimentaire (classées dans le Groupe des biens destinés au fonctionnement de l'outil de production), leurs importations ont baissé à 698,89 millions usd contre 702,05 millions usd (-0,45%).

Ainsi, la facture globale du Groupe des produits alimentaires et des huiles destinées à l'industrie alimentaire s'est chiffrée à 7,95 mds usd durant janvier et fin octobre 2018 contre 7,82 mds usd sur la même période de 2017.

### Poursuite de la hausse des importations des médicaments

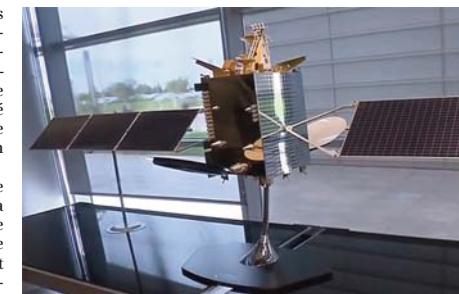
Pour ce qui concerne la facture d'importation des médicaments durant les dix premiers mois de 2018, elle s'est établie à 1,796 md usd contre

1,593 md usd à la même période de 2017, en hausse de 203 millions usd (+12,76%).

Pour rappel, de nouveaux mécanismes d'encadrement des importations de marchandises, dont des produits alimentaires, avaient été mis en place dès le début de l'année dans le but de réduire le déficit commercial et de promouvoir la production nationale. Il avait ainsi été décidé de la suspension provisoire d'importation de plus de 800 produits et l'instauration de mesures à caractère tarifaire prévues par les dispositions de la loi de finances pour 2018, et ce, à travers l'élargissement de la liste des marchandises soumises à la Taxe intérieure de consommation (TIC) au taux de 30% et le relèvement des droits de douane pour des produits alimentaires.

En outre, la Loi de finances complémentaire 2018 a institué un Droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS), non encore appliqué, pour les opérations d'importation de marchandises, qui est fixé entre 30% et 200%, qui sera perçu en sus des droits de douane.

## SELON UN COMMUNIQUÉ DE L'ASAL Les portes ouvertes sur l'activité spatiale nationale reportées à mardi



Les journées portes ouvertes sur l'activité spatiale nationale dont l'ouverture était prévue initialement lundi a été reportée pour mardi, a annoncé samedi l'Agence spatiale algérienne (ASAL) dans un communiqué.

Cette manifestation de deux jours et qui se tiendra à la Bibliothèque nationale d'Alger, s'inscrit dans le cadre de la valorisation et de la vulgarisation des réalisations de l'Algérie dans le domaine des technologies et des applications spatiales au service du développement durable, a-t-on appris auprès de cette institution.

Destinée à un large public incluant les communautés scientifique et professionnelle, cet événement vise, selon les organisateurs, à «sensibiliser les participants sur l'apport de l'outil spatial dans la résolution des problématiques de développement économique durable national».

L'événement permettra

également de «dresser un état des lieux sur les principaux volets du programme spatial national-horizon 2020, technologique, applicatif et humain, réalisés par l'ASAL et ses entités opérationnelles durant les quinze dernières années».

Outre l'allocation d'ouverture de cette manifestation par la ministre de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, plusieurs activités sont prévues dont la projection d'un documentaire sur les réalisations du programme spatial national et l'inauguration de l'exposition des produits, études et réalisations des entités opérationnelles de l'ASAL et des institutions partenaires. Des communications sur les thèmes «Les systèmes spatiaux algériens», «Les satellites d'observation de la terre et de géo-localisation au service du développement durable: recherche et formation», «L'exploitation des satel-

lites au service des secteurs nationaux» et «Alcomsats - Contrôle, exploitation optimale et perspectives» figurent au menu de cette rencontre.

Une table ronde sur les applications «Risques majeurs, ressources naturelles, infrastructures et télécommunications» est également inscrite au programme de cette manifestation qui sera marquée par la présentation des trois équipes algériennes lauréates du concours «NASA SPACE APPS CHALLENGE» assistées par les chercheurs de l'ASAL. Les programmes EducSpace/Astronomie et EducSpace/Télédétection seront au centre d'une conférence-débat.

Ces journées seront également rehaussées par la réalisation d'une démonstration de liaison VSAT par Alcomsat-1 entre la Bibliothèque nationale et le Centre d'exploitation de Bouchaoui.

APS

## COURS MONDIAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES-HEBDO: Evolution en ordre dispersé

Les cours mondiaux des matières premières ont évolué la semaine dernière en ordre dispersé. Les cours du pétrole ont poursuivi leur baisse.



L'abondance de l'offre a fait perdre plus de 30% de leurs valeurs aux barils.

Les céréales, par contre, ont augmenté en raison notamment des tensions entre Moscou et Kiev, deux gros producteurs des céréales.

Pour le sucre et le cacao, ils se sont améliorés alors que le café a reculé.

Pour les métaux de base, ils ont évolué en dents de scie sous pression des incertitudes économiques.

### PETROLE:

Les cours du pétrole ont reculé vendredi en cours d'échanges européens alors que les marchés attendent de voir si l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, vont décider cette semaine d'endiguer la chute des prix en baissant leurs productions.

Vendredi soir, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier, valait 58,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,07 dollar par rapport à la clôture de jeudi.

Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 1,37 dollar à 50,07 dollars.

Jeudi, les cours ont chuté à leurs plus bas depuis plus d'un an, à 57,50 dollars pour le Brent et à 49,41 dollars pour le WTI, avant de se redresser après des informations de presse sur de possibles baisses de la production.

Alors que l'abondance de l'offre a fait perdre plus de 30% de leurs valeurs aux barils, l'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et ses partenaires, qui représentent plus de la moitié de la production mondiale, pourraient décider cette semaine de moins extraire de pétrole.

La Russie, qui dispute la place de premier producteur mondial aux Etats-Unis et à l'Arabie saoudite, souffre pour l'instant le chaud et le froid.

Après des informations de presse sur une éventuelle baisse de la production, le ministre de l'Energie russe Alexandre Novak a adopté un ton plus prudent.

«à mon avis, la fourchette de prix actuelle est confortable pour les producteurs et les consommateurs», a-t-il affirmé à la presse, ajoutant toutefois que «les sociétés (pétrolières russes) se sont montrées prêtes à changer le volume de la production pétrolière».

### CÉREALES:

Le cours du blé a nettement progressé à Chicago en pleine période de tensions entre Moscou et Kiev, deux gros producteurs de la céréale, le maïs avançant également, tout comme le soja, avant une rencontre Trump-Xi au G20.

Les tensions avec Moscou sont très vives depuis l'arrasement, dimanche au large de la Crimée par les gardes-côtes russes, de trois bateaux militaires ukrainiens, à la suite duquel le président ukrainien Petro Porochenko a mis en garde contre «la menace d'une guerre totale» avec la Russie.

Le G7 a exhorté vendredi Moscou à libérer les 24 marins qu'elle détient depuis cet accrochage en mer d'Azov, pressant le pays de «s'abstenir d'entraver» la navigation dans le détroit de Kertch, considéré comme un passage international.

Cette zone est particulièrement surveillée par les courtiers sur le marché agricole car cruciale pour les exportations de céréales ou d'acier produits dans l'est de l'Ukraine.

Le boisseau de blé pour mars, le plus échangé, a terminé vendredi à 5,1575 dollars, contre 5,0725 dollars vendredi dernier (+1,68%).

Le boisseau de soja pour janvier, contrat le plus échangé, a clôturé à 8,9475 dollars, contre 8,8100 dollars il y a une semaine (+1,56%).

Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mars, contrat le plus échangé, a fini à 3,7775 dollars vendredi, contre 3,7050 dollars en fin de semaine dernière à la clôture.

### SUCRE-CAFE-CACAO:

Le sucre a légèrement progressé sur la semaine, malgré des perspectives négatives, tout comme le cacao, tandis que le café s'est quelque peu affaissé.

Le sucre a grimpé sur la semaine pour atteindre jeudi son plus haut depuis près d'un mois, à 353,80 dollars la tonne de sucre blanc à Londres et à 13,21 cents la livre de sucre brut échangée à New York.

néanmoins, les perspectives ne sont pas très bonnes selon les commentateurs.

Les raffineries du Brésil (premier producteur de sucre) qui avaient délaissé la production de sucre au profit de l'éthanol pourraient ainsi faire marche arrière notamment avec le recul des cours du pétrole.

De plus, «nous devrions voir plus de sucre indien arriver sur le marché à mesure que la récolte progresse», ont ajouté les ana-

lystes, qui évoquent «une pression additionnelle» sur les prix.

L'arabica et le robusta ont fini la semaine en légère baisse, après avoir effacé sur les derniers jours les gains engrangés lundi et mardi.

Dans leur dernier rapport sur les matières premières, les analystes ont revu à la hausse leur estimation de surplus pour 2018-2019, passée de 5,8 millions de sacs de 60 kilogrammes à 7,4 millions.

«Une raison pour adopter une vision légèrement moins optimiste» sur les prix, ont-ils commenté.

Le prix du cacao a connu une hausse modérée sur la semaine.

«Les enquêtes de qualité provenant d'Afrique de l'Ouest sont bonnes et les broyeurs sont dans les ports et prêts à acheter», a souligné un analyste, soulignant que cela «soutient» les prix.

L'Afrique de l'Ouest, qui représente 70% de la production mondiale, connaît un niveau de récolte élevé qui pèse depuis plusieurs mois sur les prix.

Ces derniers peuvent néanmoins compter sur «la forte demande d'Asie», a expliqué un autre analyste.

A Londres, la tonne de robusta pour livraison en mars valait 1.612 dollars vendredi, contre 1.623 dollars le vendredi précédent.

A New York, la livre d'arabica pour livraison en mars valait 110,55 cents, contre 113,40 cents sept jours auparavant. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en mars valait 344,20 dollars, contre 340 dollars le vendredi précédent.

A New York, la livre de sucre brut pour livraison en mars valait 12,66 cents, contre 12,59 cents sept jours auparavant.

### MÉTAUX DE BASE:

Les prix des métaux de base échangés sur le London Metal Exchange (LME) sont restés stables sur la semaine dans un marché incertain à l'approche du G20, qui devrait être marqué par la réunion entre les dirigeants américain et chinois. Sur la semaine, le cuivre et l'aluminium sont restés stables, le plomb est légèrement monté, l'étain et le zinc ont reculé tandis que le nickel a rebondi. L'aluminium valait 1.938,50 dollars la tonne, contre 1.942,50 dollars. Le plomb valait 1.978,50 dollars la tonne, contre 1.966,50 dollars.

L'étain valait 18,540 dollars la tonne, contre 19,380 dollars.

Le nickel valait 11,090 dollars la tonne, contre 10,760 dollars.

Le zinc valait 2,496 dollars la tonne, contre 2,552 dollars.

## BANQUE MONDIALE: L'année 2017 a battu de «funestes» records sur le front du changement climatique

L'année 2017 a battu de «funestes» records sur le front du changement climatique, a alerté la Banque mondiale (BM) dans un nouveau rapport publié sur son site web.

Diffusé à quelques jours de la 24e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24) qui se tiendra du 3 au 15 décembre à Katowice (Pologne), le rapport prévient contre les conséquences dramatiques des changements climatiques sur le développement.

Chiffres à l'appui, les auteurs du rapport affirment que pour la seule année 2017, les catastrophes d'origine météorologique et climatique ont amputé l'économie mondiale de 320 milliards de dollars.

«Ces pertes économiques sont appelées à augmenter, et ce sont les conditions de vie et les moyens de subsistance des populations les plus pauvres et vulnérables qui en pâtiront le plus», ont-ils averti.

Pire, «les effets des dérèglements climatiques pourraient faire plonger dans la pauvreté 100 millions de personnes supplémentaires d'ici à 2030, mettant en péril les acquis du développement», lit-on sur le rapport.

L'évolution du climat va également contraindre beaucoup d'individus, des familles voire des communautés entières à migrer vers des régions moins exposées aux changements climatiques, indique la même source qui prévoit que le nombre de ces migrants climatiques internes pourrait atteindre 143 millions à l'horizon 2050 (en ne tenant compte que de trois régions du monde (l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine).

### La lutte contre le changement climatique est une source d'opportunités économiques

Le tableau est sombre, mais il y a des signes encourageants qui appellent à l'optimisme, ont toutefois assuré les auteurs du rapport.

«L'essor de l'économie climatique oriente de plus en plus la finance et les marchés vers le vivier que constituent les options sobres en carbone, tandis que le coût des énergies renouvelables et des batteries continue de chuter» ont-ils fait valoir.

Par ailleurs, «les arguments économiques plaident aujourd'hui, clairement en faveur d'un développement climato-intelligent», ont-ils estimé.

Pour étayer ses propos, la BM cite le dernier rapport «New Climate Economy», selon lequel la lutte contre le changement climatique recèle un potentiel considérable sur le plan du développement et de l'économie, avec des gains chiffrés à 26.000 milliards de dollars et la création de 67 millions d'emplois d'ici à 2030.

«Source de nouveaux emplois et débouchés, l'action climatique permet aussi de réduire la congestion du trafic routier et d'améliorer la qualité de l'air», a-t-elle encore souligné.

Concernant l'engagement financier de cette institution financière dans la lutte contre le changement climatique, le rapport rappelle qu'un montant de 20,5 milliards de dollars a été alloué à l'action climatique en 2018, en multipliant par deux le volume de financements pour le climat par rapport au montant engagé avant l'accord de Paris.

Par ailleurs, l'institution de Bretton Woods a assuré avoir réalisé, avec deux ans d'avance, l'objectif qu'elle s'était fixé pour 2020 qui consiste à intégrer les enjeux climatiques dans l'ensemble de ses projets, conformément à son Plan d'action sur le changement climatique. «En outre, la proportion des projets de développement qui engendrent des bénéfices climatiques en plus de leurs activités principales a presque doublé, pour passer de 37 % en 2016 à 70 % en 2018», s'est-elle félicitée. «Les financements du Groupe de la BM ont permis d'obtenir des avancées considérables, lit-on sans le rapport qui a cité à ce titre la production ou l'intégration de 18 gigawatts d'énergie renouvelable dans les réseaux électriques et la mobilisation de plus de 10 milliards de dollars de financements dans les énergies propres.

Egalement, l'élaboration de 22 plans d'investissement en faveur de l'agriculture climato-intelligente dans 20 pays.

Et enfin, l'accès de 38 millions d'habitants dans 18 pays à des informations météorologiques et des systèmes d'alerte rapide fiables afin de faire face à des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes et violentes.

«Les choses bougent aussi du côté des marchés du carbone», ont encore assuré les auteurs du rapport, en affirmant que «des initiatives de tarification du carbone, essentielles pour donner le signal-prix qui incitera les acteurs du marché à investir dans la transition vers une économie décarbonnée, ont triplé en dix ans.

Trois ans après la signature de l'accord de Paris, les représentants de plus de 200 pays se retrouvent à Katowice, en Pologne, pour la 24e conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP24). «Le Groupe de la BM qui sera présent à la (COP24), annoncera de nouveaux objectifs pour 2025, dont notamment une intensification de ses efforts en matière d'adaptation, et présentera ses travaux de recherche dans les domaines de la mobilité, du transport, de l'énergie et des enjeux sociaux de la transition, avec en fil rouge la promotion de trajectoires de développement sobres en carbone», a conclu le rapport.

## SANTÉ: Un scanner et une IRM pour le CAC-Batna



Le Centre anti-cancer (CAC) de Batna sera renforcé «prochainement» d'un scanner et d'un appareil d'IRM (imagerie à résonance magnétique), a annoncé jeudi son directeur, Aïssa Madhoui. Ces deux nouveaux équipements de radiologie destinés au service d'hématologie seront réceptionnés «au plus tard janvier prochain», a précisé ce responsable en marge des 2èmes journées auréssiennes de microbiologie clinique, initiées par le laboratoire centrale de biologie médicale du CAC. Ces équipements visent à permettre au centre d'assurer pleinement toutes ses activités notamment après le succès des 13 greffes de foie réalisées par le CAC et les 8 interventions d'autogreffes de cellules souches, selon la même source.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration de la prise en charge des malades, issus de 36 wilayas du pays traités par le Centre, a ajouté le même cadre qui a indiqué que le CAC-Batna prend en charge chaque année 1.500 nouveaux malades cancéreux, soit le double des prévisions initiales de 750 cas.

OUvertes mercredi, les journées de microbiologie clinique s'inscrivent dans le cadre de la formation continue des staffs médicaux et paramédicaux.

Elles ciblent en premier les médecins spécialistes en laboratoires, en bactériologie et en maladies infectieuses, a indiqué Pr Ahmed Kassih Laouar, président du comité d'organisation de la rencontre.

## OUM EL-BOUAGHI: 45.000 comprimés psychotropes saisis et 5 individus arrêtés



Les services de la police relevant de la Sûreté de la wilaya d'Oum El Bouaghi ont saisi 45.000 comprimés psychotropes et arrêté cinq (05) suspects, a indiqué vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Lors de la même opération, un montant de 413 millions de centimes et 3 véhicules ont été saisis.

## ORAN: L'EHU d'Oran se dote d'une unité de soins palliatifs, la première du genre à l'échelle nationale

L'EHU «1er novembre» d'Oran s'est doté d'une unité dédiée aux soins palliatifs, la première du genre à l'échelle nationale, qui prendra notamment en charge les malades en fin de vie. Inauguré jeudi, en marge d'une journée de réflexion sur les soins palliatifs ayant regroupé des spécialistes d'établissements hospitaliers de différentes régions du pays, ce service a ouvert officiellement ses portes pour prodiguer et assurer ces soins qui ne visent que le confort des malades en fin de vie.

## GHARDAÏA: Une soixantaine d'agents de police formés en langage des signes

Près d'une soixantaine d'agents des différents services de la Sûreté nationale ont bénéficié d'une formation dans le langage des signes depuis le début de l'année en cours dans la wilaya de Ghardaïa, indique samedi un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cette formation dans le langage des signes a concerné les agents d'accueil des différentes structures de police réparties sur l'ensemble des daïras de la wilaya ainsi que ceux de la police des frontières des aéroports de Ghardaïa et El Menea, a-t-on précisé.

Les citoyens souffrant d'handicap de surdité et du mutisme rencontrent souvent des difficultés de communication notamment dans des situations d'urgence et en l'absence totale des interprètes dans la langue des signes, a-t-on souligné.

Organisée en collaboration avec les services de la direction de l'action sociale et de la solidarité nationale de la wilaya qui encadre ce cycle de formation, l'introduction du langage des signes à l'adresse des malentendants, les sourds et les muets devrait permettre d'améliorer la prise en charge de cette catégorie et de la libérer de son isolement.

Cet isolement absolu les expose très souvent à plusieurs problèmes psychologiques et sociaux et handicape largement leur intégration dans la société, a fait savoir la cellule de communication de ce corps de sécurité. L'initiative nous



permet de comprendre et d'interpréter visuellement à partir des mouvements très subtils les préoccupations de cette frange des personnes aux besoins spécifiques. Cette formation s'inscrit dans le sillage des actions de proximité, de sensibilisation et le renforcement du partenariat entre les différents corps de sécurité, à même de lutter contre la criminalité, sous toutes ses formes, et

prendre en charge les préoccupations des citoyens, conformément aux missions constitutionnelles de la Sûreté nationale et à leur tête la garantie de la sécurité de tous les citoyens et des biens, a-t-on souligné.

La langue des signes, très expressive et riche en finesse, a été reconnue dans le monde comme langue à part entière en 2005.

## AÏN DEFLA: Lancement courant 2019 des travaux de réalisation d'un service mère et enfant à l'hôpital de Sidi Bouabida

Les travaux de réalisation d'un service mère et enfant à l'hôpital de Sidi Bouabida relevant de la commune d'El Attaf (Aïn Defla) seront lancés au cours de l'année 2019, a-t-on appris jeudi du directeur local de la santé et de la population (DSP).

Une enveloppe financière de 615 millions de DA a été mobilisée pour la réalisation de ce projet de 60 lits ayant fait récemment l'objet d'une levée de gel par la tutelle, a indiqué Tayeb Mekki, signalant que le cahier des charges portant études se trouve au niveau de la commission des marchés de la wilaya.

«L'hospitalisation au sein de ce service assimilable à un mini-hôpital s'effectuera en temps plein (jour et nuit) et per-

mettra à nombre de femmes de tisser le lien mère-nourrisson dans un contexte propice et sécurisant», a-t-il soutenu, faisant remarquer que la mise en service de la future structure leur épargnera le déplacement vers les structures du même genre des régions avoisinantes.

Le même responsable a également fait état de la mobilisation d'une enveloppe financière de 41,5 millions de DA pour l'aménagement, avant la fin de l'année en cours, de l'un des services de la même structure hospitalière (Sidi Bouabida), signalant que cette dernière sera renforcée par l'acquisition d'un appareil servant à la respiration artificielle (4,4 millions de dinars) et d'un équipement utilisé en anesthésie (8,3 millions de DA).

## TRAFFIC DE DROGUE À AÏN DEFLA: 2 individus arrêtés et plus d'un demi-kg saisi

Les services de sécurité de Khémis Miliana à Aïn Defla ont arrêté deux individus qui s'adonnaient au trafic de drogue, procédant à la saisie de plus de 0,5 kg de cette substance prohibée, a-t-on appris vendredi de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

L'opération qui a été menée au cours de cette semaine par les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ) de Khémis Miliana au niveau du quartier «Souamâa» de la ville, a permis l'arrestation, en flagrant

délit, le pourvoyeur principal de la drogue et son associé âgés respectivement de 26 et 27 ans, qui s'apprétaient à vendre la drogue, en saisissant plus d'un demi-kg, a-t-on précisé.

Munis d'un mandat de perquisition délivrée par le tribunal de Khémis Miliana, les policiers ont procédé à la fouille minutieuse des domiciles des inculpés, mettant la main sur 20 comprimés psychotropes, 4 épées et 160 mille dinars représentant, selon toute vraisemblance, les revenus découlant

de leur activité répréhensible, a-t-on détaillé. Après accomplissement des procédures judiciaires, les mis en cause ont été présentés, jeudi devant le procureur de la république près le tribunal de Khémis Miliana avant de comparaître, en vertu des procédures de comparution immédiate, devant le juge de la même instance judiciaire, ce dernier les condamnant chacun à 8 années de prison ferme en sus du paiement de fortes amendes, a-t-on conclu de même source.

Il s'agit d'une unité avec une capacité de neuf lits, gérée par quatre médecins spécialistes (oncologues et chirurgiens), six médecins généralistes, dix paramédicaux et deux psychologues. Ces praticiens auront la mission d'améliorer la qualité de vie des malades et d'accompagner leurs familles, a expliqué le Mohamed Mansouri, directeur de l'EHU, en marge de la visite inaugurale. Ainsi, l'unité des soins palliatifs comportera plusieurs petites entités, une pour l'accompagne-

ment des familles, une pour la prise en charge de la douleur physique et psychique et une troisième dédiée à l'hospitalisation à domicile, a noté le même responsable. Les soins palliatifs sont définis comme des soins qui ont pour but de préserver la meilleure qualité de vie possible des malades en phase terminale jusqu'à la mort, qui n'est ni hâlée, ni retardée, a-t-on expliqué lors des différentes interventions à l'occasion de cette journée de réflexion. «L'objectif de ce genre de soins, est de

soulager les douleurs physiques ainsi que les autres symptômes et de prendre en compte la souffrance psychologique, sociale et spirituelle», a notamment souligné M. Yamouni, chef du service d'oncologie médicale au niveau de l'EHU.

Il a ajouté que les soins palliatifs et l'accompagnement sont interdisciplinaires s'adressant au malade en tant que personne, à sa famille et à ses proches, à domicile ou en institution.

## FRANCE: 2 morts dans l'explosion liée au gaz en Haute-Savoie

Deux personnes ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi dans une explosion liée au gaz survenue dans un immeuble d'Annecy au sud-est de la France, et six autres ont été blessées, ont rapporté des médias, citant la préfecture.

«Selon l'enquête préliminaire, l'origine de l'explosion est liée au gaz», selon la préfecture.

Les deux corps ont été retrouvés dans un appartement du premier étage d'un immeuble d'Annecy où l'explosion s'est produite.

D'après la même source, l'identification des victimes est toujours en cours mais «la probabilité est très forte» qu'il s'agisse d'habitants- un couple d'octogénaires. «Cinq habitants et un sapeur-pompier ont été légèrement blessés dans l'accident et évacués vers l'hôpital», avaient précédemment indiqué les secours.

Treize habitants sont ressortis indemnes du bâtiment, fortement endommagé par l'explosion qui a provoqué un incendie maîtrisé par les pompiers dans la nuit. Un précédent bilan des secours, a fait état de deux personnes portées dispa-



utes après une explosion, sans doute due au gaz. Selon le commandant Hervé Higonet du SDIS 74, cité par l'AFP, les pompiers ont dû consolider l'immeuble qui menaçait de s'effondrer, avant de

pouvoir pénétrer dans l'appartement où l'explosion s'est produite. Son origine, sans doute liée au gaz de ville qui alimente l'immeuble, doit être précisée par le déblaiement des lieux.

## ESPAGNE: Aide d'une ONG au bateau de pêche espagnol ayant 12 migrants à bord

L'ONG espagnole Proactiva Open Arms a annoncé vendredi avoir apporté une aide au bateau de pêche espagnol errant depuis plus d'une semaine en Méditerranée avec à son bord 12 migrants dont l'un devait être évacué vers Malte.

«L'évacuation vers Malte d'une des personnes vient d'être approuvée», a indiqué en fin d'après-midi une porte-parole de l'ONG espagnole citée par l'AFP, alors que le bateau se trouvait «dans les eaux maltaises».

Il s'agit d'un jeune homme «en état de déshydratation avancée et grande faiblesse», a-t-elle dit. Les autres migrants «ont besoin d'arriver dans un port sûr, le plus tôt



possible, ils sont très faibles», a-t-elle également assuré.

Depuis le 22 novembre, les 13 membres de l'équipe du «Nuestra Madre Loreto» cohabitent avec 12 migrants originaires du Niger, de Somalie, du Soudan, du Sénégal et d'Egypte, rescapés d'un

bateau pneumatique parti de Libye. Le gouvernement espagnol avait dans un premier temps vainement demandé à la Libye de prendre les réfugiés en charge, avant de lancer des démarches auprès des gouvernements de l'Italie et de Malte. Le capitaine du bateau, Pascual Dura,

avait indiqué que Malte lui avait refusé l'entrée de ses ports, tout comme l'Italie.

Dans un communiqué daté de Madrid, l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a demandé vendredi qu'une solution urgente soit trouvée.

Le Haut commissariat aux réfugiés a indiqué avoir «été en communication avec les autorités espagnoles depuis lundi pour exprimer sa profonde préoccupation face à la possibilité d'un retour forcé des personnes secourues en Libye».

Le HCR rappelle qu'il ne considère pas la Libye comme une destination sûre et «demande qu'on n'y renvoie pas de force les personnes secourues en mer».

## CANADA: Les crimes motivés par la haine en hausse

Les crimes motivés par la haine ont connu une augmentation de 47% au Canada en un an et ciblaient majoritairement les personnes noires, musulmanes ou juives, note un rapport portant sur 2017 publié par l'institut national de la statistique.

«Pour l'année 2017, la police a déclaré 2.073 crimes haineux, soit 664 de plus qu'en 2016», a indiqué Statistique Canada, précisant que la moitié de ces agressions (verbales, écrites ou physiques) avaient été commises dans la province de l'Ontario, la plus peuplée du Canada.

«Les crimes haineux sans violence, qui comprennent (notamment) l'incitation publique à la haine, ont augmenté de 64%, tandis que les crimes haineux violents ont affiché une hausse de 25%», a souligné l'agence fédérale. Quatre infra-

ctions répondent à la qualification de «propagande haineuse ou de crimes haineux» au Canada: l'encouragement au génocide, l'incitation publique à la haine, la fomenteation volontaire de la haine et l'acte motivé par la haine à l'égard d'un bien utilisé par un groupe identifiable, stipule le code criminel.

Les agressions signalées en 2017 étaient suscitées à 43% par «la haine d'une race ou d'une origine ethnique» et à 41% par «la haine d'une religion».

Elles ont en particulier «plus que double» envers les musulmans (+15%) et représentaient 17% du total des agressions motivées par la haine au Canada.

En janvier 2017, un jeune Canadien xénophobe a tué six fidèles à la mosquée de Québec, la pire attaque contre un lieu de culte musulman dans le monde occiden-



tal. Selon Statistiques Canada, les agressions motivées par la haine représentent 0,1% de la totalité des 1,9 million de crimes, hors infractions routières, comptabilisés par les services de police canadien.

## SÉISME EN ALASKA: L'alerte au tsunami est levée



L'alerte au tsunami déclenchée après le puissant tremblement de terre qui a frappé vendredi la côte sud de l'Alaska a été levée par les autorités américaines, toute menace de raz-de-marée étant écartée.

«Aucun tsunami n'a été observé et il n'y a plus de danger pour la côte ouest des Etats-Unis, la Colombie britannique (ouest du Canada, ndlr) ou l'Alaska», écrit l'agence météorologique américaine chargée du système d'alerte aux tsunamis.

Aucune victime n'était signalée peu après le séisme d'une magnitude évaluée à 7,0, survenu à 8H29 heure locale (17H29 GMT) à seulement 13 km au nord d'Anchorage (environ 300.000 habitants).

## CANADA: Arrivée des secours dans un archipel balayé par une tempête

Un avion Hercules des Forces armées canadiennes transportant des équipes de secours est arrivé vendredi dans un archipel québécois du golfe du Saint-Laurent, coupé la veille de pratiquement toute communication avec le reste du continent et plongé dans le noir par des pannes de courant après le passage d'une puissante tempête, ont annoncé les autorités canadiennes.

Un deuxième Hercules, transportant notamment des équipes de monteurs de lignes de la société publique Hydro-Québec, était aussi attendu vendredi aux Iles-de-la-Madeleine, a précisé la même source.

Deux mille foyers étaient encore privés d'électricité dans cet archipel de 13.000 habitants, où des vents soufflant jusqu'à 130 km/heure ont cassé plusieurs poteaux.

Jeudi, la mise hors service des deux seuls câbles de fibre optique sous-marins reliant l'archipel au reste du continent avait coupé toutes les télécommunications sur les îles, sauf pour quelques rares téléphones satellite, et entraîné la fermeture de l'aéroport local, la tour de contrôle étant en panne. Un des câbles a pu être rétabli, mais l'autre a été sectionné en mer. «La situation est quand même précaire, elle ne tient qu'à un fil», a dit Jonathan Lapierre, maire de l'archipel, à la chaîne Radio-Canada.

La tempête de neige mouillée a également balayé les provinces voisines de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, où quelque 23.000 foyers étaient sans électricité en fin d'après-midi vendredi, selon des fournisseurs locaux cités par l'AFP.

La situation devrait revenir à la normale d'ici les prochains jours, selon les autorités.

## NIGERIA: Une centaine de «bandits» tués dans le Nord, selon la police

La police nigériane a affirmé vendredi que plus de cent «bandits» avaient été abattus dans une opération contre les bandes criminelles lancée dans l'Etat de Zamfara (nord) à la suite d'une augmentation du nombre de kidnappings et de vols de bétail.

Les forces de sécurité ont «repoussé des attaques de bandits en embuscade» à Mahanga Forest jeudi et «tué 104» d'entre eux, a affirmé le porte-parole de la police nationale Jimoh Moshood dans un communiqué.

Plus d'un millier de policiers avaient été déployés début novembre dans l'Etat de Zamfara, frontalier du Niger, et 85 personnes ont été arrêtées depuis, soupçonnées de kidnappings et de vols de bétail, selon le communiqué. L'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International a souligné qu'il était difficile d'évaluer le succès des opérations menées dans cette région reculée.

## ETATS-UNIS: Et si médecins et enseignants confondaient immaturité et trouble de l'attention?



Une étude américaine estime que les enfants les plus jeunes de leur classe sont plus susceptibles d'être diagnostiqués d'un trouble de l'attention, avec ou sans hyperactivité (TDA/H), que les plus âgés de la classe.

Le sujet est brûlant aux Etats-Unis, où 5% des enfants de 2 à 17 ans prennent des médicaments contre le TDA/H en 2016.

Les plus petits sont de plus en plus concernés: le taux de diagnostics entre 2 et 5 ans a augmenté de moitié entre 2007 et 2012.

L'étude, publiée dans le New England Journal of Medicine, est importante par sa taille (400.000 enfants) et ingénieuse par la méthode.

Les chercheurs ont comparé les enfants nés au mois d'août et ceux nés en septembre, dans les Etats américains qui ont une date butoir stricte et exigent que les enfants aient 5 ans au 1er septembre pour qu'ils entrent à l'école cette année-là.

Dans ces Etats, les enfants nés en août sont systématiquement les plus jeunes de leur classe.

Ceux nés en septembre sont les plus âgés.

En épluchant les données relatives à plus de 400.000 enfants nés entre 2007 et 2009, ils se sont aperçus que les enfants nés en août (les plus jeunes d'une classe) étaient 34% plus nombreux à avoir un diagnostic de trouble de l'attention, par rapport à ceux nés en septembre.

Dans les Etats sans date butoir, la différence s'évanouit. «Le quart des enfants nés en août et qui ont un diagnostic de trouble de l'attention n'auraient pas reçu ce diagnostic s'ils étaient nés en septembre», dit le coauteur Anupam Jena, professeur à l'école de médecine d'Harvard.

Cela signifie soit que les plus jeunes sont surdiagnostiqués, soit que les plus âgés sont sous-diagnostiqués.

Mais le médecin penche pour la première option.

Les enseignants sont souvent les premiers à signaler un trouble de l'attention.

Or les enfants les plus jeunes peuvent exprimer des symptômes similaires aux troubles de l'attention —manque de concentration, distraction...— qui seraient tout simplement dus... à leur immaturité.

Il n'existe pas de test objectif absolu de TDA/H.

Le diagnostic est fondé sur une évaluation subjective, où l'avis des enseignants pèse.

Ces travaux renforcent des études aux résultats similaires aux Etats-Unis et dans d'autres pays. Les enseignants sont donc appelés à la prudence et à la patience par les auteurs de l'étude.

Et en cas de doute, «un médecin devrait attendre cinq ou six mois afin de laisser l'enfant mûrir un peu avant de commencer un traitement», dit Anupam Jena.

## VIH SIDA: Conduire les «populations-clés» vers le dépistage

Le président de l'Association nationale de Protection contre le Sida (APCS), Pr Abdelaziz Tadjeddine, a plaidé pour le renforcement du dépistage du VIH Sida au sein de certaines «populations clés» plus exposées à la contamination, en insistant sur la prévention et la protection comme meilleur moyen pour éviter cette maladie contagieuse.

«Il est nécessaire de conduire les «populations-clés» vers le dépistage du VIH Sida, à travers la sensibilisation et la communication, car ce sont les personnes chez lesquelles se concentre généralement l'épidémie», a déclaré à l'APS, Pr Tadjeddine, précisant qu'il s'agit des personnes pratiquant un «vagabondage sexuel» où celles qui se droguent par voie intraveineuse notamment.

A l'adresse de celles-ci, il recommande de «ne pas prendre de risques inutiles en recourant à des relations non protégées», tout en les convaincant à méditer le slogan prononcé cette année par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le Sida, le 1er décembre, à savoir, «Connais ton statut».

L'enjeu du dépistage est d'autant plus important que l'estimation du nombre des personnes porteuses du VIH Sida en Algérie dépasse de loin, les 12.000 cas officiellement déclarés, argumente le président de l'Association, basée à Oran et activant dans plusieurs régions du pays.

«L'Etat prend en charge le traitement qui est très efficace, dans la mesure où il s'agit des molécules mères.

Cependant, il peut mieux faire en terme de prévention notamment», a observé Pr Tadjeddine, par ailleurs, Chef d'Epidémiologie à l'hôpital pédiatrique de Canastel (Oran).

Sur un autre plan, le spécialiste



pointe du doigt «les pressions d'ordre culturel et social» entourant cette maladie et qui constituent «un frein» aux efforts engagés pour lutter contre sa propagation, à l'instar du reste des pays arabes.

«Le seul moyen de lutter contre cette pathologie est la prévention, à travers une sensibilisation contre les comportements à risques», argumente-t-il.

Abordant le champ d'intervention de son association pour contribuer à lutter contre le Sida, M. Tadjeddine cite, entre autres, la mise en place de centres de dépistage volontaire (CDV) fixes et mobiles à Alger, Oran, Mascara, et Béchar (depuis août dernier pour ce dernier), alors que la wilaya de Ghardaïa en sera également

dotée, dès début 2019. Ceci, en plus de l'initiative consistant en la création de groupes de paroles au niveau du centre d'Oran, destinés à quelque 80 femmes atteintes du VIH, dont la moitié est originaire de cette wilaya tandis que le reste provient d'autres régions du pays, cet espace d'expression permettant aux concernées de mieux gérer leur maladie.

Pr Tadjeddine évoque, par ailleurs, l'action ayant permis à une quinzaine de couples séropositifs de s'unir, depuis début 2018, faisant observer que grâce aux progrès scientifiques donnant lieu à un traitement efficace, le Sida est devenu une maladie «banale», si bien que les bébés issus de parents atteints du virus peuvent désormais en être épargnés.

## SELON L'OMS La rougeole tue 110.000 personnes dans le monde en 2017 (OMS)

Un total de 110.000 personnes sont mortes de la rougeole dans le monde en 2017, ce qui représente une hausse de 30% par rapport à 2016, a indiqué jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En raison des lacunes de la couverture vaccinale, des flambées de rougeole sont survenues dans toutes les régions, selon un rapport de l'Organisation qui présente les tendances en matière de rougeole au cours des 17 dernières années.

«Le nombre de cas déclaré de rougeole a atteint un pic en 2017, plusieurs pays ayant connu des flambées sévères et prolongées de cette maladie», a souligné l'OMS dans un communiqué.

C'est dans les régions Amériques, de la

Méditerranée orientale et de l'Europe que les hausses du nombre de cas ont été les plus fortes, le Pacifique occidental étant la seule région où l'incidence de la rougeole a chuté.

«Ce qui est plus inquiétant encore que l'augmentation du nombre de cas signalés, c'est que nous constatons une transmission soutenue de la rougeole dans des pays qui n'avaient pas connu de transmission de rougeole depuis plusieurs années», a déclaré aux médias Martin Friede, qui dirige le Département des Vaccins à l'OMS.

«Cela suggère que nous sommes en train de régresser», a-t-il dit, déplorant la méfiance croissante envers les vaccins, que des groupes anti-vaccins accusent

notamment de provoquer l'autisme. «En l'absence d'efforts rapides pour accroître la couverture vaccinale et recenser les populations affichant des niveaux inacceptables de sous-vaccination ou non-vaccination chez les enfants, on risque de réduire à néant des décennies de progrès dans la protection des enfants et des communautés contre cette maladie dévastatrice mais parfaitement évitable», a affirmé le Dr Soumya Swaminathan, directrice générale adjointe chargée des programmes de l'OMS.

La rougeole est une maladie grave et très contagieuse, qui peut être prévenue par deux doses d'un vaccin «sûr et efficace», selon l'OMS.

Pour le Dr Seth Berkley, directeur exécutif de

l'Alliance du vaccin (Gavi), cette augmentation des cas n'est pas surprenante.

Il pointe notamment la «diffusion de fausses informations sur le vaccin» en Europe et le «relâchement de la vigilance à l'égard de la maladie» dans cette région, mais aussi «l'effondrement du système de santé» au Venezuela et la «faible couverture vaccinale» en Afrique. La rougeole peut causer des complications débilitantes voire fatales, y compris l'encéphalite, la pneumonie et une perte de vision permanente.

Le risque de décès et de complications est particulièrement élevé chez les nourrissons et chez les jeunes enfants qui souffrent de malnutrition ou dont le système immunitaire est affaibli.

## EBOLA EN RD CONGO: L'épidémie la plus grave au monde après celle de 2014

Le ministre congolais de la Santé a relevé vendredi que l'actuelle épidémie d'Ebola dans l'est de la République démocratique du Congo est la plus grave au monde après celle qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014.

«Depuis le début de l'épidémie (déclarée le 1er août, ndr), le cumul des cas est de 428, dont 380 confirmés et 48 probables.

Au total, il y a eu 248 décès (200 confirmés et 48 probables) et 131 personnes gué-

ries», selon le dernier pointage du ministère de la Santé en date de jeudi soir, diffusé vendredi. Il s'agit de la deuxième épidémie de fièvre hémorragique la plus grave depuis l'identification du virus Ebola en 1976 en nombre de cas, mais pas en nombre de morts. L'épidémie de 2014 avait touché plus de 25.000 personnes et tué plus de 11.000 patients, principalement en Guinée, Sierra Leone et au Liberia. «Pourtant, c'est la première épidémie de

l'histoire dans laquelle autant de traitements préventifs et curatifs sont disponibles pour protéger la population contre Ebola. Ces traitements nous ont permis d'éviter d'avoir déjà des milliers de morts», affirme le ministre congolais de la Santé, le Dr Oly Ilunga Kalenga.

«Depuis le début de la vaccination le 8 août 2018, 38.018 personnes ont été vaccinées», selon le ministère de la Santé. «C'est à la communauté de décider de

mettre fin à la propagation de ce fléau, en s'engageant et en respectant les mesures de prévention», selon le Dr Oly Ilunga Kalenga. «Les équipes sur le terrain font souvent face à des situations difficiles.

Les nombreux incidents, dont les agressions physiques et verbales, sont souvent causés par des groupes de jeunes hostiles aux activités de la riposte à l'épidémie, déplorait jeudi soir son ministère.

APS

## SELON UN RAPPORT: L'Inde compte un tiers des enfants souffrant d'un retard de croissance dans le monde

Le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de retard de croissance est passé de 32,6% en 2000 à 22,2% en 2017 au niveau mondial, alors que l'Inde compte toujours près d'un tiers des cas recensés, selon un rapport sur la nutrition dans le monde.

Le rapport publié jeudi indique que l'Inde arrive en tête de la liste des pays avec 46,6 millions d'enfants présentant un retard de croissance, suivie du Nigeria avec 13,9 millions et du Pakistan avec 10,7 millions.

«L'Inde supporte près d'un tiers (31%) du fardeau mondial en matière de retard de croissance et, compte tenu de la diversité de ses Etats, il est important de comprendre en quoi et pourquoi cette prévalence diffère.

Les chercheurs ont utilisé des cartes et des analyses descriptives pour comprendre les différences spatiales dans la répartition des cas du retard de croissance », a souligné le rapport international sur la nutrition au monde.

La cartographie montre que le retard de croissance varie considérablement d'un district à l'autre (12,4% à 65,1%), 239 des 604 districts ayant un taux de retard de croissance supérieur à 40%. Les trois pays comptant le plus d'enfants souffrant de retard de croissance sont presque les mêmes: l'Inde (25,5 millions) et le Nigeria (3,4 millions) mais aussi l'Indonésie (3,3 millions), souligne le rapport.

L'étude a révélé que des facteurs tels que le faible indice de masse corporelle (IMC) des femmes expliquaient 19% de la différence entre les



districts à faible fardeau et ceux à forte prévalence. Parmi les autres facteurs, figurent l'éducation maternelle (12%), l'âge au mariage (7%) et les soins pré-natals (6%). Le régime alimentaire des enfants (9%), les actifs (7%) et la taille du ménage (5%) ont également été cités parmi les facteurs importants.

«La stratégie nationale de nutrition de l'Inde, axée sur la résolution des facteurs propres à chaque district, s'appuie l'analyse des profils nutritionnels spécifiques à chaque district, afin de permettre un travail de diagnostic et une action politique visant à

réduire les inégalités et le retard de croissance chez les enfants», indique le rapport. «Les chiffres appellent à des mesures immédiates.

La malnutrition est responsable de plus de problèmes de santé que toute autre cause.

Les conséquences du surpoids et de l'obésité sur la santé sont responsables de près de quatre millions de décès, tandis que la sous-nutrition explique environ 45% des décès d'enfants de moins de cinq ans, «a déclaré Corinna Hawkes, coprésidente du rapport et directrice du Center for Food Policy.

## STÉRILITÉ:

## Un placenta artificiel pourrait aider à comprendre les problèmes de la grossesse

Des chercheurs britanniques ont annoncé mercredi avoir réussi à créer un placenta artificiel à un stade très précoce, qui pourrait servir de modèle expérimental pour aider à comprendre pourquoi certaines femmes connaissent des complications au cours de leur grossesse ou n'arrivent pas à la mener à terme. Quand le placenta ne fonctionne pas correctement, «cela peut provoquer de graves problèmes, tels que la pré-éclampsie ou une fausse couche.

(...) Mais notre connaissance de cet organe important est très limitée car nous manquons de bons modèles expérimentaux», a expliqué dans un communiqué Margherita Turco, auteure principale de l'étude publiée dans

la revue scientifique Nature. Généralement, la recherche médicale teste d'abord sur des animaux le potentiel et la fiabilité des nouveaux traitements destinés à l'homme. Mais «le placenta humain est très différent de celui des autres espèces, donc les modèles animaux ne fonctionnent pas vraiment», a souligné au cours d'une conférence de presse Ashley Moffett, professeur au département de pathologie de l'université de Cambridge, qui travaille depuis plus de 30 ans sur la culture des cellules placentaires. Son équipe de recherche est parvenue à isoler et à cultiver des cellules appelées trophoblastes, qui se forment seulement quelques jours après la fécondation et qui deviennent

ensuite le placenta et le cordon ombilical.

Les scientifiques ont ainsi créé ce qu'ils appellent des «mini-placentas», qui reproduisent *in vitro* le fonctionnement de placentas réels et sécrètent notamment les hormones et les protéines qui modifient le métabolisme des femmes pendant la grossesse.

Ils espèrent que ce modèle «organoid» permettra de mieux étudier les anomalies dans le développement du placenta, qui peuvent empêcher l'embryon de s'implanter correctement ou provoquer des problèmes dans la suite de la grossesse.

On sait ainsi que la pré-éclampsie trouve son origine dans un dysfonctionnement du placenta, pourtant, selon l'Organisation mondiale de

la santé, environ 47 000 femmes sont mortes en 2015 de ce symptôme caractérisé par une forte hypertension artérielle associée à une présence excessive de protéines dans les urines.

Cela devrait aussi aider à voir comment les médicaments pris par la mère affectent le placenta et à comprendre pourquoi certaines infections passent cette barrière naturelle (comme le virus Zika) alors que d'autres non (comme celui de la dengue, pourtant proche).

L'an dernier, la même équipe de Cambridge est parvenue à reconstituer en culture des muqueuses utérines - le tissu qui recouvre la paroi interne de l'utérus et dans lequel s'implante le placenta en cas de grossesse.

## ETATS-UNIS:

## L'espérance de vie a encore baissé en 2017 aux Etats-Unis à cause des overdoses

L'espérance de vie a continué à baisser aux Etats-Unis en 2017 par rapport à 2014, une dégradation historique principalement due à la crise des overdoses de drogues, selon des statistiques de santé publiées jeudi.

L'espérance de vie à la naissance était en 2017 de 76,4 ans pour les hommes et de 81,1 ans pour les femmes.

La moyenne pour la population était de 78,6 ans, contre 78,9 ans en 2014, selon le Centre national des statistiques de santé, soit une perte de trois mois et demi.

C'est trois ans et demi de moins que

de l'autre côté de la frontière, au Canada, également touché par les overdoses.

«Ces statistiques nous alertent et montrent que nous perdons trop d'Américains, trop souvent, pour des causes évitables», a déclaré le directeur des Centres de contrôle et de prévention des maladies, Robert Redfield.

Le fléau des overdoses de drogues a commencé au début des années 2000, son intensité s'accélérant depuis quatre ans. En 2017, environ 70 000 Américains sont morts d'overdoses de drogues, 10% de plus qu'en 2016. En nombre de morts, Robert Anderson compare cela au pic

de l'épidémie de VIH, à une différence près: celle-ci avait rapidement décliné.

Le statisticien espère que les overdoses suivront le même chemin.

«Nous sommes un pays développé, l'espérance de vie devrait augmenter, pas diminuer», dit-il. Parmi les 35 pays de l'OCDE, seule l'Islande a récemment vu l'espérance de vie baisser sur trois ans, selon des chiffres couvrant jusqu'à 2016. Ailleurs, elle a augmenté ou stagné.

Les suicides ont également augmenté en 2017 aux Etats-Unis.

Seuls les Blancs ont vu leur taux de mortalité augmenter significativement.

## GHANA: 5 millions de personnes seront vaccinées contre la fièvre jaune

Le Ghana a entamé une campagne sub-nationale visant à vacciner plus de 5 millions de personnes contre la fièvre jaune, ont rapporté les médias locaux. Cette campagne de sept jours lancée, mercredi, vise des personnes âgées de 10 à 60 ans, vivant dans des circonscriptions à risque élevé de ce pays africain. Le Service sanitaire du Ghana (GHS), en collaboration avec ses partenaires de développement, est déterminé à faire en sorte que le pays atteigne un taux de vaccination contre la fièvre jaune de 100%, selon les médias locaux.

Selon le directeur du Programme étendu d'immunisation (EPI), George Bonsu, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI) a alloué 6 millions de doses de vaccin à cette campagne de prévention. Des équipes d'immunisation ont été déployées auprès de différents sites de santé et sites choisis pour ce programme.

Les autorités sanitaires ont appelé le grand public à signaler les symptômes tels que fièvre, jaunisse, douleurs musculaires, vomissements et perte d'appétit au dispensaire le plus proche pour qu'ils soient soignés. Cette campagne de vaccination est soutenue par le Fonds d'urgence international pour l'enfance des Nations unies, la (GAVI), et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## ENVIRONNEMENT: La santé des personnes vulnérables de plus en plus menacée par les changements

Coups de chaleur, maladies cardiovasculaires ou rénales...

Les problèmes de santé liés à la chaleur augmentent dans le monde à cause des effets du changement climatique sur les personnes âgées, les urbains et les patients déjà affaiblis par une maladie, prévient un rapport publié jeudi.

L'Europe est plus vulnérable que l'Afrique et l'Asie du Sud-Est car elle compte davantage de personnes âgées qui vivent dans les villes, où les effets de la chaleur peuvent être particulièrement ravageurs, selon ce rapport paru dans la revue médicale The Lancet et signé par des experts internationaux.

«La santé mondiale dans les siècles à venir dépendra de la nature et de l'échelle des réponses que nous apporterons au changement climatique», a souligné l'une des auteurs de ces travaux, le professeur Hilary Graham de l'université britannique de York. Ce rapport annuel, baptisé «Compte à rebours sur la santé et le changement climatique», mesure 41 indicateurs-clés concernant ces deux sujets. Son édition 2018 est publiée à quatre jours de l'ouverture en Pologne de la 24e conférence mondiale sur le climat (COP24).

«En 2017, plus de 157 millions de personnes vulnérables âgées de plus de 65 ans ont été exposées dans le monde à des vagues de chaleur, soit 18 millions de plus qu'en 2016», souligne le document.

«Conséquence de la hausse des températures provoquée par le changement climatique, les populations vulnérables sont exposées à des coups de chaleur, ce qui augmente leur risque de développer des maladies cardiovasculaires et rénales», estiment les auteurs. Ces populations vulnérables sont les «plus de 65 ans, les habitants des villes et les patients atteints de maladies cardiovasculaires, de diabète et de maladies respiratoires chroniques».

Ce phénomène menace non seulement la santé mondiale, mais aussi les économies nationales.

«En 2017, 153 milliards d'heures de travail ont été perdues à cause de l'exposition à la chaleur, soit 62 milliards de plus qu'en 2000», particulièrement «en Inde, en Asie du Sud-Est, en Afrique subsaharienne et en Amérique du Sud», indique le rapport.

Quelque 80% des heures de travail perdues l'ont été dans le secteur de l'agriculture (122 milliards), 17,5% dans le secteur de l'industrie (27 milliards) et 2,5% dans le secteur des services (4 milliards).

Le rapport pointe enfin l'insuffisance des budgets consacrés à adapter les systèmes de santé à l'augmentation des températures.

# Les médicaments génériques, qu'est-ce que c'est ?

*Même principe actif, même dosage, même mode d'administration : un médicament générique est un produit identique au médicament d'origine qui lui sert de modèle. Ou plutôt presque identique. Car certains composants dépourvus d'activité thérapeutique, appelés « excipients » et utilisés notamment pour donner sa forme ou son goût au médicament, peuvent varier entre le médicament d'origine et son générique.*

De façon générale, l'un ou l'autre peut être utilisé indifféremment, avec une efficacité équivalente. C'est pourquoi la loi autorise les pharmaciens à remplacer les médicaments prescrits par leurs équivalents génériques : c'est ce qu'on appelle le droit de substitution.

Le principal avantage des génériques est économique : en règle générale, ils sont moins chers que les médicaments de marque et sont donc susceptibles de faire réaliser de substantielles économies à l'assurance maladie. Il faut noter que les médicaments génériques sont remboursés au même taux que le médicament original.

## Quelques définitions

Principe ou spécialité de référence On appelle principe - ou spécialité de référence - le médicament d'origine qui sert de modèle aux médicaments génériques. Principe actif Composant d'un médicament qui est à l'origine de ses propriétés thérapeutiques. Un médicament est habituellement constitué d'un ou plusieurs principes actifs, et d'excipients qu'ils accompagnent. Excipient élément sans activité thérapeutique qui entre dans la composition d'un médicament ou qui est utilisé pour sa fabrication. Certains doivent être pris en compte dans la prescription ou la livraison car ils peuvent entraîner des réactions allergiques ou des intolérances individuelles ; il s'agit des excipients à effet notoire. Dénomination commune (DC) Nom scientifique du principe actif contenu dans un médicament. La dénomination commune internationale (DCI) est utilisée dans tous les pays.

## Depuis quand les génériques existent-ils ?

Les médicaments génériques existent dans la quasi-totalité des pays industrialisés comme ceux en voie de développement. Leur apparition est liée à l'expansion des brevets des principes actifs communément prescrits à la fin des années 1980. En France, les pouvoirs publics ont promu activement leur développement depuis la fin des années 1990. Depuis, les génériques ont connu une progression significative. En 2007, ils représentaient 20 % du nombre de boîtes de médicaments remboursables vendues en France (soit 9,6 % du coût total des médicaments remboursables).



## Comment reconnaît-on un médicament générique ?

Lorsqu'on sort d'une pharmacie avec sa prescription, comment reconnaître les médicaments génériques des médicaments d'origine ? Les génériques sont, pour la grande majorité d'entre eux, identifiés par le nom scientifique du ou des principes actifs qui entrent dans leur composition, suivi du nom du laboratoire producteur.

Certains médicaments génériques sont toutefois commercialisés sous un nom de marque. Celui-ci est alors suivi du symbole « G ». La dénomination commune figure alors sous le nom de marque.

Les pouvoirs publics tiennent à jour un répertoire qui identifie par leur dénomination commune, leur forme et leur dosage, les spécialités qui appartiennent au même groupe générique.

Ce groupe est donc constitué de la spécialité de référence (principes) et des spécialités qui en sont les génériques. C'est entre les médicaments d'un même groupe que les pharmaciens peuvent opérer une substitution. Il arrive parfois que le médicament original dont sont issus les génériques ne soit plus commercialisé par son fabricant. Cette situation n'empêche pas la commercialisation

de ces génériques qui constituent alors les seules formes disponibles en pharmacie.

## Des génériques... qui n'en sont pas !

Certains principes actifs très courants, comme l'aspirine, le paracétamol ou l'acétyl-salicylate, sont des substances anciennes qui ne sont plus protégées par des brevets depuis longtemps. Pourtant elles ne font pas partie des médicaments génériques tels que définis par les textes réglementaires car elles n'ont pas de médicaments principes.

## Tous les médicaments peuvent-ils donner naissance à des génériques ?

Les médicaments génériques peuvent être commercialisés à partir du moment où le médicament d'origine n'est plus protégé par des brevets ni par un autre titre de propriété intellectuelle. Le médicament d'origine doit également avoir été commercialisé au moins dix ans en France.

En 2005, plus de 2 500 médicaments génériques, répartis en 410 « groupes génériques », étaient disponibles en France. Chaque groupe étant défini, à partir d'un médica-

ment de marque, par un dosage et une voie d'administration (orale, par injection, en application locale, etc.), ces 2 500 médicaments génériques ne correspondent en réalité qu'à un peu plus de 150 principes ou associations de principes passés dans le domaine public.

## L'avenir des génériques

De nombreuses molécules innovantes et très largement prescrites ayant été développées dans les années 1980, le nombre des génériques disponibles sur le marché devrait connaître une spectaculaire progression dans les dix ans à venir. L'assurance maladie compte sur ce développement pour réaliser des économies sur les remboursements des médicaments les plus anciens.

Mais d'aucuns s'interrogent, et pas uniquement au sein de l'industrie pharmaceutique, sur les conséquences de cette progression attendue des génériques sur la recherche et le développement de nouvelles spécialités. En effet, la perte de revenus provoquée par la concurrence des médicaments génériques pourrait réduire les capacités de recherche des laboratoires pharmaceutiques.

## Les médicaments génériques sont-ils vraiment moins chers ?

En moyenne, le prix de vente d'un générique est de 30 % inférieur à celui de l'original. Cette différence de prix peut aller jusqu'à 40 à 50 % pour les médicaments génériques les plus récents. Elle s'explique par les coûts, très élevés, de la recherche et du développement qui précédent la commercialisation d'un nouveau médicament, et que les laboratoires

répercutent sur les prix de vente des médicaments originaux. Ces coûts n'existent pas pour les fabricants de génériques, ce qui leur permet de produire les mêmes principes à un prix réduit. Cette différence de prix n'est toutefois pas systématique, car certains médicaments d'origine ont baissé leur prix pour faire face à la concurrence des médicaments génériques.



## Les médicaments génériques sont-ils efficaces que les médicaments de marque ?

Un générique comporte les mêmes principes actifs, en quantité équivalente, que le médicament de marque auquel il correspond. Son absorption, sa diffusion dans l'organisme et son efficacité doivent être similaires à celles de son modèle. Mais cette approche strictement rationnelle est parfois remise en cause.

Il arrive qu'un patient juge l'action d'un générique moins efficace que celle du médicament de marque auquel il était habitué. N'est-ce qu'un préjugé, une perception déformée de la réalité ? Même si elles sont par définition impossibles à vérifier, de telles affirmations méritent en tout cas d'être entendues et respectées par les médecins et les pharmaciens.

Pour être efficaces, les médicaments génériques doivent être utilisés selon les mêmes règles de bon usage que les autres médicaments : respect des dosages et des horaires de prise, respect des modes d'administration (à jeun, avec un repas, etc.) et respect de la durée du traitement. Ce n'est pas parce que les génériques sont moins chers qu'ils autorisent le gaspillage.

## Les génériques font-ils l'objet d'études cliniques ?

L'autorisation de mise sur le marché qui permet la commercialisation d'un médicament générique repose sur les données de sécurité et d'efficacité obtenues avec le médicament original. Des études cliniques visant à confirmer cette efficacité ne sont donc pas nécessaires. Néanmoins, comme la forme et les excipients contenus dans les médicaments génériques ne sont pas toujours identiques à ceux du médicament original, des études sont faites pour s'assurer que le médicament générique est bien absorbé, puis éliminé, dans des conditions identiques ou très proches de celles du médicament original.

## Quand un pharmacien peut-il délivrer un médicament générique ?

Un médicament générique peut vous être délivré dans plusieurs circonstances : le médecin a prescrit directement un générique ; le médecin a rédigé son ordonnance en dénomination commune (nom de substance), laissant au pharmacien le choix du médicament qu'il délivrera au sein de cette dénomination commune ; le médecin a prescrit un médicament de référence (principe) et le pharmacien lui substitue un médicament générique.

# BIEN UTILISER LES MÉDICAMENTS

*Lorsque l'on prend un traitement médicamenteux, il est important de respecter les consignes du médecin et d'éviter les erreurs qui pourraient provoquer des effets indésirables ou atténuer les effets du traitement.*

### Huit erreurs à éviter : négliger l'apparition d'effets indésirables

Lorsque des symptômes inhabituels, même mineurs, apparaissent après quelques jours ou quelques semaines de traitement, il est important de les signaler à son médecin. Celui-ci pourra donner des conseils afin de les soulager ou décider de modifier le traitement.

### Consommer de l'alcool ou des drogues

L'alcool et les drogues interagissent fortement avec les médicaments, en particulier ceux destinés à soigner les troubles psychiques. Ils peuvent perturber leur action et déséquilibrer un traitement jusque-là efficace et bien toléré. Ils sont parfois à l'origine de rechutes. Le tabac peut également interférer avec certains traitements.

### Modifier la posologie de son propre chef

La posologie établie par le médecin ne doit pas être modifiée sans l'accord de ce dernier. Diminuer la posologie dans le but de réduire un effet indésirable peut entraîner une rechute. Augmenter les doses parce que l'on s'impressionne que le médicament perd son efficacité peut se révéler dangereux.

### Oublier de signaler son traitement

Pour éviter les interactions médicamenteuses, il est indispensable de signaler tous les médicaments que l'on prend (y compris les contraceptifs) à tous les médecins consultés, à son dentiste et à son pharmacien. En cas d'accident ou d'urgence, il faut également les signaler aux équipes d'intervention.



### Laisser traîner ses médicaments

De nombreux médicaments, et en particulier ceux utilisés dans le traitement des troubles psychiques, peuvent être dangereux pour les enfants. Ils doivent être rangés dans une armoire fermée à clé, si possible en hauteur. En aucun cas ils ne doivent traîner sur une table de nuit, une étagère ou dans des tiroirs non verrouillés.

### Absorber un médicament périmé

La date limite d'utilisation (date d'expiration) des médicaments est indiquée sur l'emballage. Il faut éviter de consommer des médicaments périmés, leur efficacité pouvant être réduite ou leur toxicité accrue. Lorsqu'un médicament est périmé, mieux vaut l'apporter à son pharmacien

pour qu'il soit détruit sans nuire à l'environnement.

### Partager son traitement

Un traitement est prescrit à un patient précis à un moment donné de son suivi médical. Les médicaments, quels qu'ils soient, ne doivent pas être partagés avec une autre personne, même s'ils semblent analogues ou que les symptômes observés se ressemblent. Un médicament bien toléré par un patient peut se révéler toxique pour une autre personne.

### Acheter des médicaments sur internet

Aujourd'hui, de nombreuses personnes recherchent sur internet des informations relatives à leur santé. Certains sites, en particu-

lier anglophones, peuvent mentionner des médicaments non commercialisés en France ou en Europe.

Certains vont jusqu'à proposer de fournir ces médicaments, avec ou sans ordonnance.

S'il est possible que ces médicaments existent en France sous une appellation différente, il se peut également qu'ils n'aient pas rempli les conditions d'efficacité et de sécurité requises pour être commercialisés en Europe. Lorsqu'on s'interroge sur l'utilité d'un médicament pour son cas personnel, il est préférable d'en parler à son médecin. Ne cédez jamais à la curiosité et évitez de prendre les produits vantés sur internet (y compris les compléments alimentaires ou les produits dits naturels) sans en parler auparavant à votre médecin traitant.

## Quatre conseils pour bien acheter un générique

Vérifiez que la présentation du générique proposé vous convient : taille des comprimés ou des gélules, nombre d'unités par boîte, type d'emballage, etc.

S'il s'agit d'un médicament que vous prenez pour la première fois, assurez-vous que le générique proposé ne contient pas un excipient qui ne vous conviendrait pas (par exemple, du sucre si vous êtes diabétique, du lactose si vous ne tolérez pas le lait, etc.).

Si le médicament figurant sur l'ordonnance est une spécialité de marque, assurez-vous que le pharmacien a bien inscrit distinctement son nom sur l'emballage du générique, afin que vous puissiez bien respecter la pres-

cription portée sur l'ordonnance.

S'il s'agit d'un médicament que vous prenez régulièrement sous forme générique, vous pouvez demander à votre pharmacien de vous donner le même générique que précédemment, afin d'éviter les risques de confusion.

### Comment le pharmacien choisit-il un générique ?

Parmi tous les médicaments génériques disponibles au sein d'un même groupe générique, comment le pharmacien choisit-il celui qu'il propose ? En pratique, les pharmaciens ne stockent, pour chaque groupe

générique, qu'un nombre limité de médicaments génériques, en général deux ou trois. Ses critères de choix pour constituer son stock sont multiples : prix, aspect, taille, présentation, goût du médicament, couleur et forme de l'emballage, liens commerciaux avec tel ou tel fournisseur, etc. Afin d'adapter ensuite son choix aux attentes et aux souhaits de ses clients. Tous devraient en tout cas respecter une règle simple, notamment pour les traitements de longue durée et ceux destinés aux personnes âgées : délivrer toujours le même générique afin de faciliter l'identification et le bon usage du médicament par le patient.

## NIGER - BURKINA FASO: Niamey décrète «l'état d'urgence» dans le sud-ouest, proche du Burkina Faso

Le Niger a décrété vendredi «l'état d'urgence» dans trois départements du sud-ouest, proches du voisin, le Burkina Faso et souvent cibles d'attaques meurtrières «de groupes terroristes», selon un communiqué du gouvernement.

«Le conseil des ministres a examiné et adopté le projet de décret portant proclamation de l'Etat d'urgence dans les départements de Say, de Torodi et de Téra dans la région de Tillabéri», précise le texte lu à la télévision d'Etat. Cette région du sud-ouest nigérien est toute proche de l'Est du Burkina Faso, théâtre d'attaques terroristes depuis plusieurs mois.

Mi-novembre, deux gendarmes ont été tués et un autre blessé lors de l'attaque par des terroristes présumés d'un poste de gendarmerie à Makalondi (dans le département de Torodi), à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Niamey.

Un prêtre italien qui vivait depuis onze ans au Niger y avait notamment été enlevé le 17 septembre par des hommes armés venus sur des motos à son domicile dans cette région proche du Burkina Faso.

Fin octobre, l'armée a été «massivement déployée dans cette zone pour chasser des terroristes qui tentaient de s'y implanter.

Les trois départements nigériens où l'état d'urgence a été décrété «font l'objet d'attaques organisées, perpétrées par des groupes terroristes, mettant en péril l'ordre public et la sécurité des personnes et des biens», a justifié le gouvernement. «Il est nécessaire et urgent» de prendre cette «mesure pour faire face à la situation», assure le communiqué. L'Etat d'urgence accordera notamment des pouvoirs supplémentaires aux forces de sécurité sur les théâtres des opérations, dont celui d'ordonner des perquisitions à domicile de jour et de nuit, a expliqué une source sécuritaire. La mesure est en vigueur depuis mars 2017 dans cinq autres départements de Tillabéri, en raison d'incursions meurtrières attribuées à des groupes terroristes maliens.

En 2015, Niamey avait déjà décrété l'Etat d'urgence dans la région de Diffa (sud-est), victime d'incursions meurtrières du groupe terroriste Boko Haram établi dans le nord-est du Nigeria.

## DIPLOMATIE: Kinshasa juge «sérieuse» la menace contre l'ambassade US

Les autorités congolaises ont qualifié vendredi de «sérieuse» la menace terroriste qui pèse d'après les Etats-Unis sur leur ambassade en République démocratique du Congo fermée depuis lundi. «Ces menaces sont sérieuses. Les Etats-Unis et nous-mêmes, nos services, ont des informations quant à l'effectivité de la menace», a déclaré à la presse le chef de la diplomatie congolaise Léonard Obitundu. En collaboration avec les autorités américaines, «tout est fait pour que ce qui est projeté ne se réalise pas», a-t-il dit.

Il est cependant «prématûr de donner des informations précises» sur ces menaces, a-t-il ajouté, interrogé à l'issue d'une rencontre avec des diplomates accrédités à Kinshasa sur un autre sujet. L'ambassade américaine était fermée au public vendredi pour le cinquième jour consécutif en raison «des informations crédibles et précises sur une menace terroriste possible» visant ses installations.

Le porte-parole du gouvernement congolais avait qualifié lundi de «psycho inutile», l'alerte donnée samedi soir par l'ambassade américaine en RDC sur une possible «menace terroriste».

## RÈGLEMENT DU CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL: Trump exhorté à faire pression sur le Maroc

Des électeurs américains et des défenseurs internationaux des droits de l'homme ont appelé le président américain, Donald Trump, à faire pression sur le Maroc pour mettre fin à l'occupation illégale du Sahara Occidental et l'organisation du référendum d'autodétermination avant la fin de l'année en cours.

«Nous vous sollicitons pour oeuvrer en vue de la tenue du référendum (longtemps promis au peuple sahraoui), pour le règlement du conflit au Sahara occidental, se tiendra en 2018.

Et si cela échoue, vousappelez le Maroc à mettre fin à son occupation brutale et illégale du Sahara occidental (depuis 1975)», ont écrit les signataires dans une lettre remise par la fondation américaine pour le Sahara occidental à la Maison Blanche.

La lettre cite, le lien étroit qui existe entre la question du Sahara occidental et les thèmes sur lesquels M. Trump a fait campagne pour l'élection présidentielle lorsqu'il a parlé des «hommes et des femmes oubliés» et comment la corruption au sein du gouvernement peut entraîner des injustices, précisant que «les Sahraouis sont les hommes et les femmes oubliés qui souffrent (...) des promesses non tenues».

«Nous vous appellen à mettre fin à l'occupation illégale dans la dernière colonie en Afrique, le Sahara occidental.

Bien que nous représentions de nombreuses opinions politiques différentes, nous sommes tous consternés par le fait que le Maroc occupe le Sahara occidental pendant plus de 40 ans, alors que toutes les administra-



tions précédentes des Etats-Unis, ainsi que les Nations unies et la majorité des pays, ont convenu que le peuple du Sahara occidental exerce son droit à déterminer l'avenir de son pays», ont rappelé les initiateurs de la lettre.

A ce titre, les signataires, américains, australiens, géorgiens, britanniques...

ont également demandé à ce que «toute aide internationale des Etats-Unis, soit refusée au Maroc jusqu'à ce que tous les prisonniers politiques sahraouis soient libérés de leur détention illégale», appelant, à la même occasion,

à mettre fin aux tentatives répétées du Maroc visant à exploiter les ressources naturelles du Sahara occidental occupé.

«La situation au Sahara occidental est une illustration frappante des sentiments que vous avez exprimés au cours de votre campagne pour la présidentielle.

En exploitant ses richesses et ressources, le Maroc a réussi à faire obstacle au référendum sur l'autodétermination promis depuis longtemps par les Nations unies au peuple sahraoui en 1991», ont-ils regretté.

## BURUNDI: Mandat d'arrêt international contre l'ex-président Buyoya

Le Burundi a lancé un mandat d'arrêt international contre l'ex-président Pierre Buyoya et 16 anciens hauts responsables pour leur rôle présumé dans le meurtre en 1993 de Melchior Ndaye, annoncé vendredi le procureur général.

«Les éléments de l'enquête déjà disponibles révèlent que les personnes dont les noms suivent pourraient avoir été impliquées dans ce crime, dans sa préparation, pendant son exécution et même après sa commission», a accusé Sylvestre Nyandwi dans une déclar-

ation lue à la presse. La liste commence par celui de M. Buyoya et comprend 11 hauts gradés des forces de sécurité (armée et gendarmerie) et cinq de ses anciens proches collaborateurs civils, aujourd'hui à la retraite et en exil.

Le procureur général a estimé «qu'il est impérieux qu'ils soient interrogés sur le rôle qu'ils auraient joué» dans ce crime, et demandé que «les pays qui les hébergent puissent les arrêter et les extrader au Burundi afin qu'ils s'expliquent sur les faits qui leur sont repro-

chés». Pierre Buyoya est l'actuel représentant de l'Union africaine (UA) au Mali, et l'une des personnalités africaines estimées et écoutées dans les forums internationaux.

Le major Buyoya, un Tutsi, avait été porté au pouvoir par l'armée en 1987.

Il avait cédé sa place à Melchior Ndaye, un Hutu, élu démocratiquement en juillet 1993.

Il était ensuite revenu au pouvoir entre 1996 et 2003.

L'émission d'un mandat d'arrêt à son encontre intervient une semaine après l'ar-

restation à Bujumbura de quatre hauts gradés tutsi de l'armée à la retraite, accusés d'être parmi «les auteurs» de l'assassinat de M. Ndaye.

Cet assassinat avait été à l'origine d'une guerre civile (93-2006) qui a fait plus de 300.000 morts et opposé l'armée, alors dominée par la minorité tutsi (14% de la population), à des mouvements rebelles hutu (85%).

Une dizaine de soldats dont le plus haut gradé était lieutenant ont été condamnés en 1998, dans un procès considéré comme celui «des exécutants».

## PRÉSIDENTIELLE À MADAGASCAR: Un ex-président refuse de prendre parti entre les deux qualifiés



Le second tour se jouera le 19 décembre entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, un scrutin aux allures de revanche après la crise politico-militaire sanglante de 2009. Cette année-là, Andry Rajoelina avait succédé, grâce à l'appui de l'armée, au président Marc Ravalomanana, contraint à la démission. S'ils veulent l'emporter au second tour de la présidentielle, les deux hommes doivent faire des alliances et convaincre les indécis.

Un autre candidat malheureux du premier tour, André Mailhol, fondateur de l'Eglise apocalyptique, arrivé en quatrième position avec 1,27% des voix, a lui aussi exclu vendredi d'apporter son soutien aux qualifiés pour le second tour.

## FRANCE:

**Les «gilets jaunes» ont engagé hier une décisive manifestation nationale**

Les «gilets jaunes», des Français en colère contre la hausse des prix du carburants et l'érosion du pouvoir d'achat, ont engagé samedi à Paris et dans plusieurs villes de France un décisif mouvement de contestation.

Au cours de sa troisième mobilisation nationale, le mouvement, qui se dit a-syndical et apolitique, gagne de jour en jour des ralliements et de soutiens, dont notamment ceux des lycéens, étudiants, syndicats et certains partis politiques (La France insoumise et le Rassemblement national).

La Confédération générale du travail (CGT) a appelé samedi matin les travailleurs à grossir les manifestations à compter de midi.

A Paris, un dispositif sécuritaire, fort de 5000 policiers et gendarmes, a été minutieusement étudié de façon à compartimenter les manifestants, composés de jeunes et moins jeunes, dans plusieurs endroits différents aux alentours des Champs-Elysées et éviter la constitution d'une foule immense difficile à maîtriser.

Les forces de l'ordre ne bloquent pas l'accès à l'avenue des Champs-Elysées mais opèrent une fouille systématique et un contrôle d'identité dans les différents check-points, mais cela n'a pas empêché le déclenchement d'échauffourées entre les manifestants et les policiers qui ont lancé des gaz lacrymogènes.

Face à ce regain de tension en plein Paris, les forces de l'ordre ont pratiquement bouclé tout le périmètre qui donne des images d'une situation d'insurrection, alors que dans les régions de France les manifestations se déroulent dans le calme selon les médias.

Les «gilets jaunes» ont tenté de forcer les points de contrôles de la police au niveau des accès de l'avenue des Champs-Elysées, ce qui a donné à de nouveaux heurts et un annonce l'interpellation de



46 personnes. De nombreux observateurs ont d'ailleurs critiqué l'érection de ces barrages filtrants qui constituent, selon eux, une «source de tension».

Le ministère de l'Intérieur a indiqué qu'un nombre de 1500 «casseurs» sont présents parmi les manifestants de Paris.

Il faut rappeler que le mouvement des «gilets jaunes», d'essence pacifique, est soutenu par plus de 70 % des Français, selon les sondages, et ne semblent pas abdiquer tant que le gouvernement n'abandonne pas sa politique de «surtaxation» qui a conduit à l'augmentation des prix du carburants que les Français, dans leur totalité, rejettent.

Une première tentative de dialogue entre les «gilets jaunes» et le gouvernement a connu vendredi un échec, ce qui laisse indiquer, selon des observateurs, que le mouvement des «gilets jaunes» est en train de prospérer sur le fossé qui s'est creusé davantage entre les citoyens et le pouvoir. L'échec de la réunion de ven-

dredi, initiée par le Premier ministre Edouard Philippe, montre bien que le premier concerné dans ce bras-de-fer, qui est loin de s'estomper, reste le président Emmanuel Macron qui a réitéré, mardi dans un discours, sa volonté de maintenir le cap dans sa politique tout en faisant un geste, jugé «irrecevable» par les manifestants, pour apaiser les tensions. Maintenant, les revendications des manifestants ne se résument plus à l'obligation pour le gouvernement de baisser les prix du carburant, mais des appels se vont font entendre de plus en plus demandant le départ du président Macron qui participe actuellement au sommet du G20 en Argentine.

Les manifestants continuent à exprimer leur «ras-le-bol», «l'injustice», leur «colère» et ne semblent guère se contenter que leur chef d'Etat comprenne leur cri, mais leur revendication principale est le changement de cap en direction de l'amélioration du pouvoir d'achat.

## GRANDE-BRETAGNE:

**Démission d'un membre du gouvernement de Theresa May en raison du Brexit**

Le secrétaire d'Etat chargé de la Science du gouvernement britannique, Sam Gyimah, a démissionné samedi, en raison de son opposition à l'accord du Brexit obtenu par Theresa May avec l'Union européenne (UE), selon les médias locaux.

«Je ne peux pas soutenir le projet de Brexit de la Première ministre», écrit M. Sam Gyimah, dans une tribune au quotidien The Daily Telegraph publiée samedi.

Avec l'accord de divorce, conclu après 17 mois de négociations difficiles, «nous avons renoncé à notre voix, notre vote et notre droit de veto», estime le député conservateur, qui avait défendu le maintien dans l'Union européenne lors du référendum de juin 2016.

La décision de



Theresa May d'abandonner l'idée d'obtenir un accès à Galileo, le système européen de géolocalisation par satellite, a été décisive dans son choix de claquer la porte du gouvernement, explique M. Gyimah. Le Royaume-Uni développera à la place son propre système de navigation par satellite. «Ce qui s'est passé avec Galileo est un avant-goût des négociations brutales que nous

aurons à mener» après le Brexit, prévu le 29 mars 2019, qui «affaibliront nos intérêts nationaux, nous appauvriront et nuiront à notre sécurité», a-t-il déclaré samedi matin à BBC Radio 4. Le Royaume-Uni a investi dans Galileo et «nous ne récupérerons pas cet argent» a déploré M. Gyimah auprès de la BBC.

Il estime que Mme May ne devrait pas exclure l'option d'un

## ONU:

**Adoption de 5 projets de résolutions sur la Palestine**

La Présidente de l'Assemblée générale des Nations Unies Maria Fernanda Espinosa a annoncé vendredi soir l'adoption de cinq projets de résolution sur la Palestine et d'un sixième sur le Golan syrien occupé.

«Les six résolutions ont été adoptées à la majorité absolue», a déclaré Espinosa lors d'une session de l'Assemblée générale, citée par l'agence de presse, Anadolu. Parmi les résolutions sur la Palestine, celle concernant El-Qods occupée, appelle les Etats membres de l'Assemblée générale à ne reconnaître aucune mesure prise par Israël dans la ville sainte.

La résolution sur El-Qods occupée, présentée vendredi matin par des pays arabes, asiatiques, et d'Amérique Latine, a été adoptée à une écrasante majorité, remportant «l'approbation» de 148 pays contre onze objections (dont Israël et les Etats-Unis), tandis que «14 autres Etats se sont abstenus». La résolution sur le Golan syrien, appelle quant à elle, au retrait d'Israël de toutes les hauteurs du Golan et réaffirme la souveraineté de la Syrie sur la région, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies. Au moins 235 Palestiniens ont été tués par l'armée de l'occupation israélienne depuis le début de la mobilisation appelée «Marche du retour» le 30 mars dernier. Outre la fin du blocus de Ghaz, ce mouvement réclame le retour des réfugiés palestiniens sur les terres qu'ils ont fui ou dont ils ont été chassés en 1948.

**DIPLOMATIE:**  
**Défection d'un soldat nord-coréen en Corée du Sud**

Un soldat nord-coréen a fait défection samedi pour la Corée du Sud, en franchissant la frontière lourdement gardée entre les deux pays, a annoncé l'armée sud-coréenne. «Un soldat nord-coréen a été repéré en train de franchir la ligne de démarcation militaire» par des soldats sud-coréens, a affirmé l'état-major interarmées sud-coréen (JCS) dans un communiqué.

«Le soldat est sain et sauf sous notre garde», a-t-il dit, sans plus de précisions.

Aucun coup de feu n'a été tiré, contrairement à novembre 2017, lorsqu'un soldat du Nord avait franchi sous une pluie de balles la frontière, dans le village de Panmunjom, dans la Zone démilitarisée (DMZ) qui divise la péninsule. Plus de 30.000 Nord-Coréens ont fui leur pays mais il est très rare qu'ils traversent directement la zone déminarisée. Les défections par la frontière sont rares et celle-ci intervient alors que les deux Corées sont engagées dans un délicat processus de rapprochement. Séoul et Pyongyang ont commencé à déminariser la frontière, retirant des mines et détruisant des postes de garde.

**RUSSIE:**  
**Moscou teste un nouveau système de défense antimissile**

L'armée russe a testé avec succès un nouveau système de défense antimissile modernisé des Forces aérospatiales russes, destiné notamment à protéger Moscou contre des frappes aériennes et spatiales, a rapporté samedi, l'agence de presse russe, Sputnik.

«Le nouveau missile, tiré depuis le polygone de Sary Chagan au Kazakhstan, a bien atteint sa cible en temps voulu», a annoncé le service de presse du ministère russe de la Défense.

«Le nouveau missile antimissile modernisé de notre DCA s'est acquitté avec succès de sa mission, ayant détruit sa cible en temps voulu», a indiqué le f de l'unité qui a tiré le missile, le colonel Sergueï Grabtchouk, cité par Sputnik.

Il s'agit du sixième test de ce missile, le premier s'étant déroulé le 24 novembre 2017, les 2 et 3 le 12 février et le 2 avril derniers, le 4 le 20 juillet et le 5 le 30 août dernier. Selon les médias russes, ce nouveau missile est capable de se déplacer à une vitesse de quatre kilomètres par seconde (soit 14.400 km/h), et «peut détruire» un missile ennemi à une distance très éloignée d'un site protégé.

## ÉTATS-UNIS

## La sonde InSight s'est posée sur une surface martienne légèrement inclinée

La sonde InSight de la Nasa, qui a atterri lundi sur Mars après son périple interplanétaire, s'est posée sur une surface légèrement inclinée. Pas de quoi l'empêcher de mener à bien sa mission scientifique, a néanmoins rassuré vendredi l'agence spatiale américaine.



«Le véhicule se trouve légèrement incliné (environ 4 degrés), dans un cratère peu profond rempli de poussière et de sable», explique la Nasa dans un communiqué.

InSight ayant été conçu pour opérer avec une inclinaison maximale de 15 degrés, les experts sont confiants: les deux instruments scientifiques à bord, un sismomètre français et une

sonde de température allemande, devraient fonctionner normalement. «Nous ne pourrions pas être plus heureux», a commenté le chef du projet InSight, Tom Hoffman. «Il n'existe pas de plateformes ou de pistes d'atterrissement sur Mars. Se poser à un endroit qui est fondamentalement un grand bac à sable, dénué de grosses pierres, devrait faciliter le dé-

ployment des instruments». Les premières photos prises par Insight montrent la présence que de quelques pierres à proximité immédiate. Mais des images de meilleure qualité sont attendues dans les prochains jours lorsque seront retirées les protections transparentes des lentilles des appareils photos embarqués. «Nous attendons avec impatience des clichés de plus haute résolution afin de confirmer cette évaluation préliminaire», a dit Bruce Banerdt, de la Nasa.

InSight doit scruter le sous-sol de Mars dans ses moindres détails. Des connaissances qui permettront de mieux comprendre la formation, voici des milliards d'années, de cette planète, et par comparaison de la nôtre.

## TECHNOLOGIE La Chine crée un site d'une superficie de 770 km<sup>2</sup> pour les tests de drones marins

Un site pour tester les drones marins, d'une superficie de plus de 770 km<sup>2</sup> a été officiellement mis en service vendredi au large de la côte de la ville de Zhuhai dans la province chinoise du Guangdong (sud), a annoncé l'Agence de presse Xinhua.

Ce site d'essai, situé au large des îles de Wansha, est ouvert à la fois aux applications civiles et militaires. La superficie de sa zone nord est de 21,6 km<sup>2</sup> tandis que celle au sud s'étend sur 750 km<sup>2</sup>. La base se trouve sur l'île de Xiaowansha qui couvre 5,7 km<sup>2</sup>.

Le gouvernement de la ville de Zhuhai, la China Classification Society, l'Université des technologies de Wuhan et Océanopal, une société spécialisée dans les drones marins, ont signé un protocole d'accord en décembre 2017 pour



construire le premier site d'essai pour des navires non habités en Asie, a indiqué Lu Xiaofeng, maire adjoint de Zhuhai.

Il est conçu pour simuler, tester et vérifier les fonctions des bateaux sans équipage, notamment la planification des itinéraires, le suivi, l'accostage et le départ, et se réjouit des coopérations mondiales entre l'industrie, les universités et les institutions de recherches, selon un responsable du site d'essai.

APS

## PUBLICITÉ

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BLIDA  
DAIRA DE BOUFARIK  
COMMUNE DE BOUFARIK  
NIS:098409209063220

### AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITÉS MINIMALES N°: 04/2018

La commune de Boufarik lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales pour la réalisation de projet :

**DEMOLITION ET RECONSTRUCTION D'UN PONT RELIANT LA CITE BELLOUCHE ET GARE ROUTIERE**  
Les entreprises qualifiées dans le domaine des travaux publics comme activité principale, qualification et classification catégorie minimal (IV et plus) en cours de validité , ayant réalisé aux moins un projet similaire (réalisation d'un pont) et disposant au minimum : Un OI ingénieur ou master en travaux publics ou bâtiment, une moyenne de chiffre d'affaire des bilans des trois dernières années égale à dix millions de dinars (00 000 000 DA).

**Le délai ne doit pas dépasser quatre(04) mois, dépassant ce délai l'offre sera rejetée**  
intéressés par le présent avis peuvent retenir les cahiers des charges auprès du service des marchés de l'APC de Boufarik contre le paiement d'une somme de 2 000,00 DA.

Les offres doivent être accompagnées des pièces et des documents suivants:  
La présentation de la soumission doit être conforme aux conditions fixées par l'instruction aux soumissionnaires de l'offre technique du dépôt des charges

Les soumissionnaires soumettent leurs offres sous une enveloppe principale cachetée et anonyme ne comportant aucune inscription extérieure autre que la mention suivante :

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres  
Avis d'Appel d'Offre ouvert avec exigence des capacités minimales N°:....2018  
**DEMOLITION ET RECONSTRUCTION D'UN PONT RELIANT LA CITE BELLOUCHE ET GARE ROUTIERE**

Cette enveloppe principale abritera trois (03) autres enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention :

«Dossier de candidature», «Offre technique», «Offre financière» selon le cas.

**Le dossier de candidature :**

- une déclaration de candidature remplie signée paragraphe et datée

- Une déclaration de probité remplie signée paragraphe et datée

- Les documents de la sociétés EURL,SARL,SCN.

- Les documents de la personne(s) portant la responsabilité de l'entreprise

- Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires

- certificat de qualification et de classification pour les travaux publics activité principale (catégorie IV et plus) en cours de validité

- moyens financiers justifiés par les bilans des trois dernières années et les références bancaires.

- moyens humains justifiés par diplômes pour les cadres et figurant dans la déclaration visé par la CNAS en cours de validité ou dernier bordereau de dépôt de déclaration des salaires, avec état nominal et certificat d'affiliation

- moyens matériels de l'entreprise avec justification (copie carte grise conforme à l'origine, avec police d'assurance, copie du contrat actuel portant location du matériel en cours de validité ...)

- références professionnelles Justifier avec les attestations de bonne exécution dans les travaux publics délivrées par les maîtres d'ouvrages publics (projet similaire (réalisation d'un pont)

**Offre technique :** Déclaration à soucrire, remplie, signé paragraphe et datée - Cahier des charges rempli, signé et paragraphe

par le soumissionnaire portant à la dernière page la mention manuscrite (je l'accepte).

- Instruction aux soumissionnaires délivrée signée et paragraphe - Planning prévisionnel d'exécution des travaux signé et paragraphe, mémoire technique justificatif

**Offre financière :** Lettre de soumission délivrée, remplie, signé paragraphe et datée Bordereau des prix unitaires délivrée signé paragraphe et daté (BPU) Détail quantitatif - estimatif délivrée rempli, signé paragraphe et daté .

La durée de préparation des offres est fixée à 10 jours à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et à 00h00.

Le dépôt des offres est fixé entre (8h00h et 14:00), du dernier jour de la durée de préparation des offres.

Les soumissionnaires sont informés que l'ouverture des plis aura lieu en séance publique le jour correspondant à la date de dépôt des offres à 14:00 h, au siège de la l'APC. Si la date coïncide à un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture sera prolongée au jour de travail qui suit.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de trois (03) mois augmenter de la durée de préparation des offres à partir de la date de dépôt des offres.

Le présent avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à l'ouverture des plis

Le Président de L'Assemblée Populaire communale

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE DJELFA  
DAIRA DE BIRINE  
COMMUNE DE BIRINE  
NIF:095617089083608  
Tel : 027.80.91.27

### Avis d'annulation du l'appel à LA CONCURRENCE N°01/2018

Le président de l'assemblée populaire communale de Birine ; porte à la connaissance des candidats souhaitant participer au l'appel à la concurrence n° 01/2018 daté le 22/11/2018 pour: La délégation de service public sous forme d'affermage concernant (Marché hebdomadaire, abattoir municipal, marché des véhicules et divers machineries) du 01/01/2019 au 31/12/2019

L'annulation de l'appel susmentionné pour des procédures réglementaires

Président de l'Assemblée populaire

DK NEWS Anep : 836 136 du 02/12/2018

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE BEJAIA  
DAIRA DE CHEMINI  
COMMUNE DE TIBANE

### Avis de perte

Le président de l'assemblée populaire communale de Tibane déclare la perte d'un cachet rond officiel portant « commune Tibane, Wilaya De Bejaia » et décline toute responsabilité quand à son utilisation frauduleuse.

DK NEWS

Anep : 836 557 du 02/12/2018

## MUSIQUE

**Le Prix Miriam Makeba décerné à Alger à la Fondation éponyme et au Fespaco**

Les amateurs de cinéma ont rendez-vous du 1 au 9 décembre à Alger avec le 9e Festival international du cinéma d'Algier (Fica) dédié au film engagé, qui revient avec une programmation éloignée du cinéma commercial et centrée sur les droits humains, suivant la volonté des organisateurs.

Le Prix international «Miriam Makeba de la créativité artistique» a été décerné pour la première fois vendredi à Alger au Fespaco, le plus vieux festival de cinéma en Afrique et à la Fondation sud-africaine portant le nom de la voix légendaire du continent et symbole de la lutte anti-apartheid.

Le jury, présidé par l'gyptien Mohamed Salamaoui, a remis lors d'une cérémonie à l'auditorium du Palais de la culture Moufdi Zakaria, une récompense pécuniaire d'une valeur de 80.000 dollars au Fespaco (Festival panafricain du cinéma et de la télévision d'Ouagadougou), pour son «apport à la promotion du cinéma et à la culture africaines».

Créé en 1969, le Fespaco continue d'exister en dépit de difficultés de financement qui n'ont pas dissuadé ses organisateurs à lutter pour la «préservation de l'unité africaine» dans sa diversité linguistique, culturelle et identitaire, a expliqué le jury.



La Fondation Miriam Makeba de Johannesburg, quant à elle, a été récompensée de 20.000 dollars, pour sa contribution à préserver la mémoire de cette artiste plurielle, engagée dans le combat contre le racisme et la ségrégation. Plus d'une centaine de candidatures provenant d'auteurs de 40 pays d'Afrique ont été reçues par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) qui finance ce prix.

Doté de 100.000 dollars, le Prix Miriam Makeba a été ouvert, pour sa première édition, aux artistes résidant en Afrique et ceux

justifiant d'un statut de réfugié hors du continent.

Le prix récompense les meilleures œuvres artistiques, toutes disciplines confondues provenant d'artistes et créateurs ou d'organisations et institutions oeuvrant pour la promotion de la culture dans le continent. Présent à la cérémonie, le ministre de la Culture, Azzeddine Mihoubi, a affirmé dans son allocution d'ouverture que le Prix Miriam Makeba était une reconnaissance de l'Algérie à cette artiste militante et porte-voix de la culture du continent.

Le ministre de la Com-

munication Djamel Kaouane, des personnalités culturelles et politiques ainsi que membres du corps diplomatique accrédité à Alger ont assisté à la cérémonie, close par un concert animé par la chanteuse Cap-Verdienne Sotange Cesarova.

Née en Afrique du Sud en 1932, Miriam Makeba était l'une des voix les plus connues dans son pays comme à l'étranger, où elle accède à la célébrité grâce à ses prises de position contre l'apartheid. Naturalisée algérienne, l'artiste avait participé à plusieurs manifestations notamment le premier Festival panafricain en 1969 à Alger et les célébrations du 10e anniversaire de l'indépendance en 1972.

A l'écran, l'artiste est connue pour son rôle dans le film anti-apartheid «Come-Back Africa» du cinéaste américain Lionel Rogosin, sorti en 1960. Miriam Makeba s'est éteinte en Italie en 2008, trois ans après avoir mis fin à sa carrière artistique.

## SELON UN NOUVEL OUVRAGE

**Conséquences de la «décennie noire» sur les écrivains algériens**

Un nouvel ouvrage «Algérie, les écrivains de la décennie noire» tente d'apporter une autre lecture littéraire et sociologique sur les années 1990 où l'Algérie était confrontée à la barbarie terroriste qui n'a épargné aucun frange de la société et encore moins les intellectuels.

L'auteur de cet ouvrage (2018, CNRS Editions, 344 pages) Tristan Leperlier, chercheur au Centre européen de sociologie et de science politique (EHESS) essaie de faire comprendre, à travers son étude, la guerre des écrivains algériens dans les années 1990 en mettant la lumière sur leur place dans les sociétés algérienne et française. S'adressant à des lecteurs curieux qui veulent découvrir une littérature algérienne «proche et lointaine du langage français ou arabe», Tristan Leperlier, normalien et docteur en sociologie et littérature, dont sa thèse de doctorat soutenue en 2015 avait pour thème «Une guerre des langues ? : le champ littéraire algérien pendant la +décennie noire+ (1988-2003) : crise politique et consécrations trans-

nationales», estime que face à une telle tragédie, le poète et journaliste, se référant à Tahar Djaout, «réveille le sens héroïque de la littérature».

En analysant cette période douloureuse vécue par les Algériens, l'auteur ambitionne de comprendre «ce que le politique fait à la littérature et ce que fait la littérature au politique», tout en soulignant que l'écrivain algérien est «l'objet de luttes permanentes» entre les acteurs du champ littéraire qui est multilingue et transnational.

Son étude, très riche en références bibliographiques, s'appuie sur des méthodes littéraires et sociologiques formant ainsi un corpus littéraire élargi qui a été constitué à partir de la littérature critique et des entretiens avec plus de 70 écrivains.

L'auteur montre que les engagements littéraires et politiques des écrivains algériens pendant la «décennie noire» sont liés à leurs positions dans leur champ littéraire qui a une «triple caractéristique» : bilingue, transnational et politisé.

A cet effet, les premiers chapitres

de l'étude, qui s'ébranle des événements du 5 octobre 1988, rendent compte des prises de position politiques des écrivains et montrent que les violences de cette période illustrent une «véritable crise» pour le champ littéraire. C'est ainsi que cette analyse poussée, ayant une base documentaire solide, tente de «montrer la nécessité, pour comprendre les prises de position des écrivains algériens dans la +décennie noire+, de les restituer dans leur champ d'exercice, un champ littéraire surpolitisé, bilingue et transnational».

Pour le sociologue, qui fait également un travail de critique littéraire,

la tragédie nationale n'a pas «révolutionné» le champ littéraire, «mais en a modifié les contours».

Pour mettre en valeur la diversité du champ littéraire algérien, Tristan Leperlier revient sur les romans des écrivains qui ont marqué l'Algérie d'avant et d'après l'indépendance comme Mohammed Dib, Assia Djebar, Maïssa Bey, Rachid Boudjedra, Rachid Mimouni et Yasmine Khadra

pour ne citer que ceux-là.

**HISTOIRE**  
TORTURE ET DISPARITIONS EN ALGÉRIE :  
**87 victimes de l'armée française identifiées**

L'appel à témoins, lancé en septembre dernier par le site 1000autres.org, pour connaître les Algériens victimes de la torture par l'armée française durant la guerre de libération, a enregistré 87 identifications, dont 77 disparitions, a-t-on appris vendredi des initiateurs.

«En deux mois, bien que le site s'adresse en français à une population très majoritairement non-francophone et à des groupes d'âge n'ayant pas toujours un accès aisément à internet, 87 identifications ont été réalisées, dont 77 disparitions définitives après arrestation, les autres personnes identifiées ayant survécu à leur arrestation et à la torture», ont indiqué les historiens Malika Rahal et Fabrice Riceputi.

«Pour les deux historiens, les réactions diverses recueillies les mettent en contact avec un grand nombre de témoins dont beaucoup n'ont jamais été interrogés, pour constituer par le croisement des sources, un savoir scientifique sur cette «grande répression».

Le site 1000autres.org a été lancé pour contribuer à faire connaître la vérité sur le sort des nombreuses victimes de disparitions forcées durant la guerre de libération nationale.

Soutenu par L'Humanité, Mediapart, Politis, Témoignage chrétien et El Watan, et des associations Mrap, LDH, Acca, Sortir du colonialisme, 1000autres.org compte également à rendre justice à ces victimes et à mieux faire connaître un pan d'histoire «trop longtemps occulté». Intitulé «Enlevés, détenus clandestinement, torturés et parfois assassinés par l'armée française, Alger 1957 - des Maurice Audin par milliers», il publie plus de mille notices individuelles sur des personnes enlevées et séquestrées à Alger en 1957, dont les proches ont cherché à avoir des nouvelles et dont certaines ne sont jamais réapparues.

**UNE SEMAINE D'ACTIVITÉS CULTURELLES (RÉTROSPECTIVE)**

Le paysage culturel de la semaine écoulée aura été marqué par la remise à Alger du Prix international Miriam Makeba en plus d'autres activités liées notamment à la musique, le théâtre et les arts plastiques.

Le Prix «Miriam Makeba de la créativité artistique» a été décerné pour la première fois vendredi à Alger, au Fespaco, le

plus vieux festival de cinéma en Afrique et à la Fondation sud-africaine portant le nom de la voix légendaire du continent et symbole de la lutte anti-apartheid.

Les films «Laânatoun Fi Al Dilâ» de Imad Ghedjati et «Al-Rissala» de Mustapha Cherbal ont été distingués à la clôture mardi à Bouira de la première édition des Journées nationales du court métrage amateur.

L'opérette «Novembre Sidjil El khouloud», a été présentée dimanche à la salle de spectacles Ahmed-Bey de Constantine.

Le 9e Festival international du cinéma d'Algier (Fica) dédié au film engagé, s'ouvre samedi à Alger avec la participation en compétition d'une vingtaine de films entre longs métrages de fiction et documentaires.

«Rien de personnel», une exposition d'art pictural contemporain de l'Italien Claudio Burei, a été inaugurée jeudi à Alger.

Les Journées culturelles japonaises ont été inaugurées jeudi à Alger, avec une exposition polyvalente et une démonstration culinaire.

Six spectacles de théâtre seront présentés aux Journées du

Théâtre d'Oran à Alger, prévues du 1 au 6 décembre au théâtre municipal d'Algier-Centre (Cinéma ex Casino).

Le chanteur Hamdi Benani a été décoré mercredi à Annaba de l'insigne d'Officier des arts et des lettres par l'ambassadeur de France en Algérie Xavier Driencourt.

APS

# Programme de la soirée

TF1 21:00

*World War Z*

Réalisateur : Marc Forster  
Avec : Brad Pitt, Mireille Enos



Une étrange maladie transformant les hommes en zombies apparaît dans certains pays du globe. Ancien enquêteur des Nations unies, Gerry assiste, avec sa femme et ses filles, à une terrible attaque de zombies à Philadelphie. Alors que le monde entier bascule dans le chaos, il parvient à sauver sa famille. L'ONU accepte de les abriter sur un cargo militaire, mais Gerry doit partir en mission pour comprendre les origines du virus.

france 2 21:00

*The Revenant*

Réalisateur : Alejandro González Iñárritu  
Avec : Leonardo DiCaprio, Tom Hardy



Dans les années 1820, Hugh Glass, accompagné par son fils Hawk, fait partie d'une équipe de trappeurs, sous la direction du capitaine Andrew Henry, qui traverse le Missouri. Alors que leur convoi est attaqué par des Indians, Glass fait partie des survivants qui poursuivent leur trajet dans les montagnes. Peu de temps après, alors qu'il chasse seul dans les bois, Glass est attaqué par une ourse qui le laisse pour mort.

france 3 21:00

*Les enquêtes de Vera*

Réalisateur : Jamie Childs  
Avec : Brenda Blethyn, Kenny Doughty



Sur une petite île au large de la Grande-Bretagne, Gemma, une guide travaillant dans une réserve ornithologique, est retrouvée morte. Vera se rend sur place pour mener l'enquête. Le corps a été jeté sur le rivage par la mer, avant d'être découvert par le jeune Ryan, le fiancé de Gemma. Sophia, la responsable d'équipe des gardes forestiers, constate qu'un bateau a disparu. Vera découvre que Gemma ne s'entendait pas avec sa sœur, Alice. Tony, le nouveau médecin légiste, constate que le cadavre porte des traces d'algues d'eau douce.

CANAL+ 21:05

*Football / Ligue 1 Conforama*

FOOTBALL 2018 saisons / 560 épisodes



Les Girondins de Bordeaux sont en quête d'un match référence cette saison. Sous le regard de leur nouveau propriétaire, l'Américain Joe D'Grosa, les partenaires de François Kamano et Samuel Kalu veulent mener la vie dure au PSG qui domine, pour l'heure, outrageusement la L1. Pour cela, les hommes de Ricardo devront se montrer intraitables dans tous les comportements du jeu et notamment en défense. Les Parisiens se présentent en effet avec une ligne d'attaque redoutable emmenée par Edinson Cavani, Kylian Mbappé et Neymar. La saison dernière, le PSG s'était imposé de justesse (1-0).

M6 21:00

*Capital*

MAGAZINE DE L'ÉCONOMIE  
226 épisodes



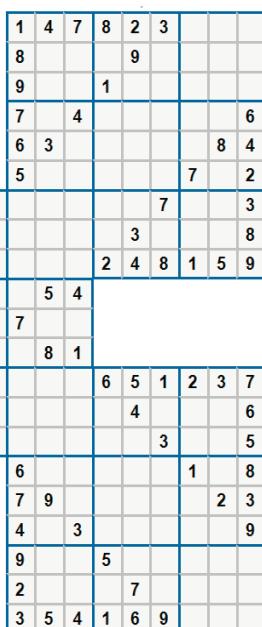
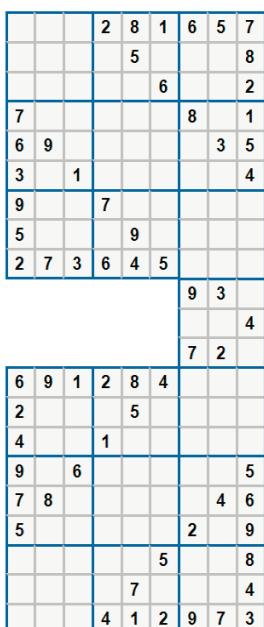
Parfums : ces effluves qui valent de l'or. Les industriels tentent sans cesse de découvrir la fragrance qui séduira un maximum de clients à travers le monde. Via des machines sophistiquées, certains étudient les effets de certaines odeurs sur le cerveau. Vêtements en cachemire : dans les secrets des petits prix. Doux au toucher, chaud et chic, le cachemire s'affiche dans certaines enseignes à des prix défiant toute concurrence. De la Mongolie à la France en passant par l'Italie et la Chine, enquête sur le marché de cette fibre animale issue de la chèvre cachemire.

## Jeux

### Samouraï-Sudoku N°2031

Les problèmes de sudoku samouraï se composent de cinq grilles de sudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samouraï a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



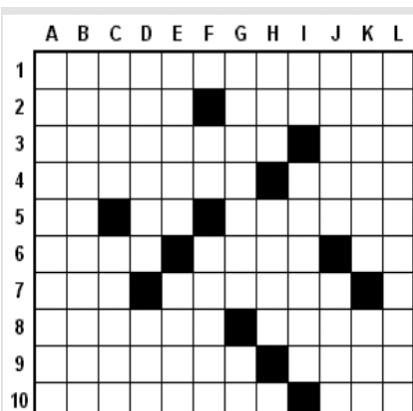
Horizontalement:

- 1 - Bouleversa complètement
- 2 - Bien arrivé - Très futées
- 3 - Action de cafard - Ils coulent de source
- 4 - Bosselée - Ramassa en rond
- 5 - Démonstratif - Montré sa joie - Minuscules
- 6 - Compagne - Cité sur la Saale - Sigle nazi
- 7 - Prés de - Frappe fort
- 8 - Absurde - Du plus grand état des U.S.A.
- 9 - Hébétude - Seigneur comme avant
- 10 - Prêter main forte - Petit socle

Verticalement:

- A - Durcit sa théorie
- B - Faits du moment
- C - Met bas comme une vache - Descendus
- D - Vieille catapulte - Variété de pomme rouge
- E - Bouchai hermétiquement - Illettrés
- F - Pronom pour lui - Héroïne de légende
- G - Arbustes de haïe - Ile atlantique
- H - Atome bien chargé - Place de château pour Diane
- I - Mot de choix - Moyens de transport de Tarzan
- J - Incendiaire romain - Sortie de scène
- K - Récemment acquises - Unité agraire
- L - Massacrée

### Mots croisés N°2031



## Zenneurs

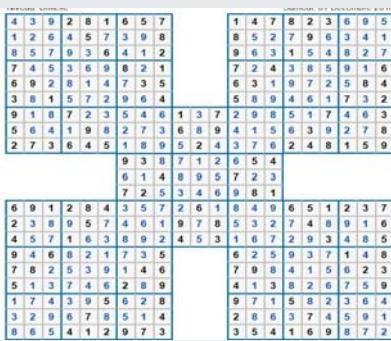


## Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°731

explosion	↓	trompait	↓	pensée subite	↓	s'ouvrirait (s')	↓	sommet de la tête	↓	annonça	↓	dirigera	↓
cors	↑	par à-coups	↓	fiables	↓	marque d'infinitif	↓			conduisit	↓	jamais paru	↓
percera	→							zone de combats	→				
riche ornement	↑					réduire la taille poisson de mer	→						
loch d'Ecosse	→			molibdène au labo tonus	→			s'enfuit (s')	→				
longue histoire	↑			effroi	→			prélevas	↓	Fait de l'effet	→		
jardin de Paris	→			épuisée	↓					laxatif	↓		vieille mesure
fort condamné	↑			placera	→					lettre grecque subsistantes	→		
bécasse épouse de têtu	→			alcaloïde toxique	↓							s'étiolera (s')	
				boîte à boulot va de-ci de-là	→						52 semaines	→	
						fleur décorative puritain	→				cable de marine	↓	
dur à avaler	→	brame-rais parodie-raient	→										coopérative russe
copies	→			période chaude	→								
provocua	↑			toast	↓								
excitations techniques inspirée	→							fit remuer bière blonde	→				
				partie du pied pas très claire	→								
				asséché clair-semés	→								
cigarette française	→			quolibets sélectionna	→								
bêtise	→												
soudée	↑												
comprimée	→			de plus haut niveau	→								

## Solution

C'est arrivé un 2 Décembre



## Mots Croisés n°2031

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	R	E	V	O	L	U	T	I	N	N	A
2	A	V	E	N	U	R	O	U	E	E	S
3	D	E	L	A	T	I	O	N	T	O	N
4	I	N	E	G	A	L	E	N	A	R	S
5	C	E	R	I	N	A	N	I	N	E	N
6	G	A	M	I	E	N	A	S	S	E	N
7	L	E	S	A	S	S	E	N	E	N	E
8	I	N	S	A	N	E	T	E	X	A	N
9	S	T	U	P	E	R	S	I	R	E	N
10	A	S	S	I	S	T	E	R	E	N	E

## Grille géante n°731

D	B	I	C	C	P	A
O	E	I	S	E	P	X
E	I	S	E	P	R	
D	O	R	U	E	P	
R	U	R	A	N	I	
O	R	U	N	I	S	
D	O	R	E	N	S	
R	U	R	N	I	S	
O	R	U	S	E		

2010 - La commission électorale noirembois annonce la victoire de l'opposant

Alassane Ouattara à la présidentielle, une décision aussi hotte contestée par le

Conseil constitutionnel, loyal au chef de l'Etat sortant Laurent Gbagbo.

2007 - À Québec, Régis Labeaume est élu maire, succédant à Andréa Boucher,

décédée.

2007 - Consultés par référendum, les électeurs vénézuéliens rejettent le projet

de réforme constitutionnelle du président Hugo Chavez.

2006 - Stéphane Dion devient chef du Parti libéral du Canada.

2004 - Les passages successifs d'une tempête puissante puis d'un typhon sur

le nord-est des Philippines font plus de 1000 morts et disparus.

2002 - Le pdg de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Henri-Paul Rousseau, ferme cinq filiales, huit bureaux à l'étranger et se départit de 10 dirigeants pour juguler une crise.

1997 - Le président du Pakistan, Faruk Leghari, est poussé à la démission par

le premier ministre Nawaz Sharif, lui-même sera évacué par Pervez Musharraf, en octobre 1999.

1993 - À Medellin, le trafiquant Pablo Escobar périt sous les tirs de policiers et

de militaires.

1990 - 13 manifestants sont massacrés par l'armée, à Santiago Atitlan, au Guatemala.

1990 - Audrey McLaughlin devient la première femme chef d'une formation

nationale, le Nouveau Parti démocrate.

## BOXE

## Le CIO va «travailler dur» pour maintenir la boxe aux JO de Tokyo 2020

Le Comité international olympique (CIO) va «travailler dur» pour maintenir le tournoi de boxe prévu aux JO de Tokyo 2020, malgré sa décision de geler cette épreuve, a assuré samedi son président, Thomas Bach. Le CIO avait décidé vendredi de «geler l'organisation du tournoi de boxe», le temps de mener l'enquête sur la très controversée Fédération internationale de la discipline (AIBA).

À cours d'une conférence de presse organisée samedi, M. Bach s'est refusé à promettre que ce sport de combat serait admis pour les prochains Jeux tout en déclarant: «Nous ferons tous les efforts nécessaires pour protéger les athlètes comme nous le faisons toujours». Il a précisé que le CIO avait «reçu une demande de la fédération nationale japonaise de boxe plaident pour l'organisation d'un tournoi olympique de boxe».

«Nous sommes totalement en accord avec cette requête», a-t-il dit. «Nous voulons qu'il y en ait un et c'est pourquoi nous allons travailler dur.». Le président de Tokyo 2020, Toshiro Muto, avait expliqué plus tôt samedi que bien que «les contacts au niveau officiel» soient interrompus sur décision du CIO, les relations de travail étaient maintenues avec l'AIBA. «Les contacts au niveau opérationnel sont autorisés, c'est ce que nous avons compris. Nous allons donc être en relation, continuer de collaborer et de nous coordonner», a-t-il déclaré à la presse après une réunion du conseil exécutif du CIO. «Nous allons faire en sorte de nous préparer afin de pouvoir réagir sans retard à une éventuelle décision de maintien de cette compétition», a-t-il ajouté, précisant que le site serait aménagé. La décision finale du CIO ne devrait pas intervenir avant juin 2019, a précisé M. Muto. «Mais en ce qui concerne les préparatifs, il n'y a aucune inquiétude à avoir, c'est ce que nous voulons dire aux athlètes.» Le CIO avait signalé vendredi «plusieurs motifs d'inquiétude majeure» concernant les finances ainsi que la gouvernance et l'éthique de l'organisation. La boxe, discipline historique des Jeux, avait déjà suscité l'ire du CIO en 2016 à Rio, où 36 responsables et arbitres avaient été suspendus sur fond de rumeurs de combats truqués. Et les relations ne se sont pas améliorées avec l'élection de l'homme d'affaires ouzbek Gafur Rakhimov, début novembre, à la tête de l'AIBA. Il est accusé d'être un «criminel majeur» dans son pays par le Trésor américain, ce qu'il nie vigoureusement. Avant la décision de vendredi, le CIO avait déjà gelé ses relations avec la Fédération et stoppé les aides financières qu'il lui versait.

## JUDO :

## Les dates des championnats nationaux seniors et cadets modifiées, en raison du championnat arabe des clubs

Les dates des Championnats d'Algérie de judo, seniors (Messieurs/Dames) et cadets (Garçons/Filles) ont dû subir une modification selon la Fédération algérienne de la discipline (FAJ), car coïncidant avec le prochain Championnat arabe des clubs champions (Juniors/Seniors), prévu du 21 au 24 février 2019 à Marrakech (Maroc).

«En raison du Championnat arabe des clubs champions, il a été décidé de changer la date du championnat national seniors, qui aura lieu les 4-5 janvier 2019 à la salle Harcha-Hacène (Alger), ainsi que la date du championnat national cadets, qui devait se dérouler les 22-23 février 2019 à Batna, et qui a donc été renvoyé à une date ultérieure» a indiqué la FAJ dans un bref communiqué. La Fédération a informé l'ensemble des Ligues régionales de cette modification, afin qu'elles prennent leurs dispositions.

APS

## SPORTS/ALGÉRIE/SONDAGE/MÉDIAS L'APS lance son sondage des meilleurs athlètes 2018

L'agence Algérie-Presse-Service (APS), qui fête samedi son 57e anniversaire, lance son traditionnel sondage des meilleurs athlètes (hommes - dames) 2018 qui se sont distingués au cours de l'année touchant à sa fin.



L'APS saisit cette occasion pour mesurer les exploits et les actions de l'ensemble des acteurs du sport algérien, en conviant la presse sportive nationale à ce sondage qui revient après une interruption de deux années. Les organes de la presse nationale écrite, parlée et télévisée seront ainsi appelés à choisir les deux meilleurs athlètes (homme et dame) ainsi que le meilleur espoir et la meilleure équipe de l'année. La formule rete-

nue est celle des différents sondages organisés par l'agence depuis 1977, c'est-à-dire un point pour chaque voix. La rédaction sportive de l'APS propose une liste exhaustive, ouverte cependant à d'autres choix, des acteurs du sport ayant marqué cette période. Le prix Brahim-Dahmani, en hommage au journaliste de l'APS qui a occupé plusieurs postes en débutant par la rédaction sportive, passant par le service culturel avant d'être nommé

à un poste à l'étranger (Harare, Zimbabwe), disparu en 1987, récompense le meilleur sportif de l'année. Le prix Abdelkader-Hamani, un des premiers journalistes de la rédaction sportive de la télévision, récompensera la meilleure sportive de l'année, tandis que le prix Mokhtar-Cherqui, en hommage à l'ex-responsable de la rubrique sportive du quotidien El Moudjahid, sera remis au meilleur espoir sportif. Enfin, le prix Abdellah-Be-

nyekhlef, en hommage à l'inimitable animateur des années 1960 et 1970 de la radio Chaine III, récompensera la meilleure équipe de l'année. Les lauréats seront connus dans une vingtaine de jours, à l'issue de l'opération de comptage des voix. Les choix des lauréats doivent parvenir au plus tard le 15 décembre 2018 aux numéros de fax : 023 56 96 54, 023 56 96 63 ou 023 56 96 47 ou à l'adresse e-mail suivante : sondage.aps@yahoo.fr

## SONDAGE APS DES MEILLEURS ATHLÈTES 2018 : La liste proposée

Liste proposée dans le cadre du traditionnel sondage APS Brahim-Dahmani récompensant les meilleurs athlètes de l'année 2018, lancé samedi. Cette liste reste toutefois ouverte en vue de la désignation par les médias d'autres athlètes ne figurant pas sur celle proposée.

Les choix des organes de presse doivent parvenir au plus tard le 15 décembre 2018 aux numéros de fax : 023 56 96 54, 023 56 96 63 ou 023 56 96 47 ou à l'adresse e-mail suivante : sondage.aps@yahoo.fr

## —MESSIEURS :

- Athlétisme : Abdelmalik Lahou lou, champion d'Afrique du 400m haies à Asaba (Nigeria) avec, en prime, un nouveau record d'Algérie (48.67).

- Body-building : Sid-ali Midoun, champion du monde à Benidorm (Espagne).

- Luttes associées : Adem Boudjelime, 3e aux Championnats du monde militaires à Moscou (Russie), champion d'Afrique à Port-Harcourt (Nigeria), médaillé d'argent aux Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne) et vice-champion méditerranéen à Alger.

- Natation : Oussama Sahnoune, vainqueur de la médaille d'or au 100m nage libre (NL) et d'argent au 50m NL aux Jeux méditerranéens de Tarragone (Espagne). Il a également été champion de France pour la troisième fois de suite au 100m NL en petit bassin et médaillé de bronze sur 50m NL. En grand bassin, il a obtenu la médaille de bronze du 50m NL des Championnats de France et battu le record d'Algérie du 100m

papillon avec 54.01. Lors des Championnats arabes Open à Radès (Tunisie), le natif de Constantine a remporté le vermeil du 100m NL (48.72), 50m papillon (24.41), 100m papillon (53.50) et 50m NL (21.82), établissant à chaque fois de nouveaux records arabes et nationaux.

- Powerlifting : Lyès Boughalem, champion du monde pour la cinquième fois consécutive à Calgary (Canada) et sextuple champion afro-arabe à Meknès (Maroc).

## —DAMES :

- Echecs : Amina Mezioud, championne d'Afrique à Livingstone (Zambie) et médaillée d'or dans l'épreuve reine classique des Olympiades à Sharjah (Emirats arabes unis).

- Karaté : Lamia Maâtoub, médaillée de bronze aux Championnats du monde à Madrid (Espagne).

- Natation : Rania Hamida Nefsia, championne d'Afrique du 400m 4 nages à Alger et vainqueur des médailles d'argent sur 200m 4 nages et 200m papillon et de bronze sur 200m brasse au même rendez-vous.

## —ESPOIRS :

- Athlétisme : El-Hocine Zourkane, champion du monde universitaire de cross-country à Saint-Gall (Suisse).

- Athlétisme : Oussama Cherrad, médaillé de bronze au 800m des Championnats du monde des moins de 20 ans à Tampere (Finlande).

- Boxe : Farid Douibi, médaillé d'argent aux Jeux Olympiques de la jeunesse à Buenos Aires (Argentine), champion d'Afrique juniors à Casablanca (Maroc), champion arabe ju-

niors au Caire (Egypte) et médaillé d'or aux Jeux africains de la jeunesse Alger-2018.

- Boxe : Mohamed-Amine Hacid, 3e aux Mondiaux juniors de Budapest (Hongrie), vice-champion olympique de la jeunesse à Buenos Aires (Argentine), médaillé d'or aux Jeux africains de la jeunesse à Alger et médaillé de bronze au tournoi international Emil-Jechev juniors à Sofia (Bulgarie).

- Luttes associées : Fateh Benferdjalal, médaillé d'argent aux Jeux Olympiques de la jeunesse à Buenos Aires (Argentine), champion d'Afrique cadets à Port-Harcourt (Nigeria) et médaillé d'or aux Jeux africains de la jeunesse d'Algier.

- Natation : Moncef Balamane, 3e au 200m 4 nages des Championnats d'Afrique seniors à Alger et médaillé d'or sur la même spécialité aux Jeux africains de la jeunesse Alger-2018. Il a battu aussi le record d'Algérie du 200m brasse (2:11,55) au Championnat national seniors Open en petit bassin.

## —EQUIPES :

- Basket-ball : sélection algérienne (messieurs), vice-championne arabe.

- Football : USM Bel-Abbès, vainqueur de la Coupe d'Algérie et de la Supercoupe d'Algérie.

- Handball : GS Pétroliers, 3e au Championnat d'Afrique des clubs champions à Abidjan (Côte d'Ivoire).

- Handi-basket : sélection algérienne dames, double championne d'Afrique.

**NB : les athlètes et équipes proposés sont classés par ordre alphabétique de leur discipline.**

## AFRIQUE

## La CAF s'engage à soutenir le Cameroun pour organiser une prochaine CAN (Ahmad Ahmad)

La Confédération africaine de football (CAF) s'est engagée à soutenir le Cameroun pour accueillir une prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN), après la décision de retirer l'organisation de la CAN 2019 à ce pays, a affirmé, vendredi à Accra, le président de l'instance footballistique continentale, Ahmad Ahmad.

«La CAF s'engage à soutenir le Cameroun, eu égard aux efforts déployés par le gouvernement pour abriter la CAN 2019», a affirmé M. Ahmad lors d'une conférence de presse, tenue à l'issue d'une réunion du comité exécutif de la CAF. La décision de retirer l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun aura un impact sur les autres CAN, surtout que l'édition 2021 a déjà été attribuée à la Côte d'Ivoire, a-t-il dit, soulignant que le comité de la CAF examinerait plus tard cette situation à la lumière des rapports des visites de terrains qui seront effectuées dans les deux pays.

Au sujet de la CAN 2019, M. Ahmad a fait savoir que

«la CAF chargera un cabinet spécialisé pour préparer le cahier de charge afin de déterminer le pays hôte de la manifestation», notant que certains pays ont déjà fait part de leur volonté d'accueillir la compétition.

Et de conclure que la CAF s'engage à annoncer le nom du pays hôte de la CAN 2019 avant la fin de l'année 2018. Après l'examen du compte rendu des deux dernières visites d'inspection,



lors de la réunion du comité exécutif de l'organisation africaine, la CAF a décidé de retirer l'organisation de la

compétition au Cameroun et d'ouvrir la porte aux candidatures des pays souhaitant l'organiser.

## CAN-2019 :

## Ahmad Ahmad : «Le nouveau pays-hôte connu d'ici le 31 décembre»

Le nouveau pays-hôte de la 32e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 (15 juin-13 juillet), en remplacement du Cameroun dont l'organisation lui a été retirée vendredi, sera connu d'ici au 31 décembre prochain, a affirmé le président de la Confédération africaine de football (CAF) le Malgache Ahmad Ahmad.

«Nous allons recruter un cabinet pour lancer un appel d'offres et déterminer un nouveau pays d'accueil pour la CAN-2019. On sait qu'il n'y en aura pas beaucoup, mais on va laisser le choix à ce cabinet d'évaluer et de faire des visites et de faire sortir avant la fin de l'année le pays organisateur de la CAN.

La CAF va s'assurer qu'un nouveau pays-hôte soit trouvé d'ici au 31 décembre», a indiqué le patron de la CAF lors d'une conférence de presse tenue à Accra (Ghana). Le Comité exécutif de l'instance africaine réuni à Accra a estimé que le Cameroun ne sera pas en mesure d'organiser la CAN 2019, en raison du retard accusé dans les travaux de la construction des stades devant accueillir la compétition.

Le Comité exécutif a pris sa décision de retirer l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun sur la base d'un rapport dressé par sa Commission d'organisation de la CAN. Il s'agit d'une synthèse des deux dernières inspections faites au Cameroun en octobre/novembre. Les conclusions ne sont pas bonnes pour le Cameroun, qui a pourtant mis les bouchées doubles ces derniers mois, dépensant des milliards de francs CFA pour être prêts dans les temps.

Trois pays seraient positionnés pour reprendre l'organisation de l'événement continental : le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Egypte. C'est la quatrième fois que la CAF est confrontée à ce genre de situation, depuis notamment le passage du déroulement du tournoi aux années impaires.

La CAN 2013 devait avoir lieu en Libye mais avait été confiée pour des raisons de sécurité à l'Afrique du Sud censée abriter l'édition 2017. Le Maroc s'est retiré de l'organisation de l'édition 2015, invoquant comme motif le virus d'Ebola qui sévissait alors dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne.

La Guinée équatoriale s'est chargée ensuite d'abriter la compétition. En 2017, la Libye avait renoncé à accueillir le tournoi pour des raisons de sécurité. Le Gabon a alors été désigné pays hôte lors à l'issue d'un vote aux dépens de l'Algérie.

## ЛИГА ЧЕМПИОНОВ АФРИКИ (ТОУР ПРЕЛІМІНАРІЙ РЕТУР) : La JS Saoura аујорд'хі у Абіджан (дірекція клубу)

Л'equipe de la JS Saoura se rendra dimanche à Abidjan en vue du match contre les Ivoiriens du Sporting Club de Gagnoa, prévu le 5 décembre au stade "Robert-Champroux" pour le compte du tour préliminaire retour de la Ligue des champions d'Afrique de football, a appris

l'APS auprès de la direction club de Ligue 1 Mobilis.

Forte d'une quarantaine de personnes dont une vingtaine de joueurs, la délégation algérienne est attendue dans la soirée de ce samedi à Alger pour passer la nuit avant de prendre son vol dimanche à destination de la capitale ivoirienne Abidjan.

"Une séance d'entraînement sous la direction de l'entraîneur principal Néhzig Nabil est programmée pour la journée du mercredi prochain au stade d'Abidjan (3.000 places) où est également prévue cette rencontre retour à 17h00 locale), (16h00 -Algérie), a-t-

on précisé. Le retour de la JS Saoura au pays aura lieu dès la fin de cette rencontre soit la nuit du mercredi à jeudi. Au match aller disputé mardi dernier au stade du 20 aout de Béchar s'est imposé sur le score de 2 à 0 grâce à deux penalties de Hamia (10e) et Boulaoüidet (50').

## COUPE ARABE :

## Al Hilal saoudien et Union d'Alexandrie en quarts de finale

Al Hilal saoudien a composé son billet pour les quarts de finale de la coupe arabe de football en s'imposant en déplacement devant Al Naft irakien 2 à 0, en match retour des huitièmes de finale disputé vendredi.

Les deux buts ont été marqués par Yafetimi Jomis (13) et Carlos Eduardo (31). Au match aller, la formation saoudienne l'avait largement emporté sur le score sans appel de 4 à 0. Le club égyptien l'Union d'Alexandrie a décro-

ché lui aussi son billet pour le prochain tour en s'imposant aux tirs au but devant son compatriote le Zamalek (4-3).

Le match retour s'est soldé par la victoire de l'Union d'Alexandrie 1 à 0, grâce à un but de Emmanuel Yatahiti inscrit à la 80.

Au match aller, le Zamalek s'était imposé sur le même score. L'Etoile du Sahel, seul représentant tunisien resté en lice dans cette compétition, avait déjà assuré sa qualification pour les

quarts de finale après avoir éliminé le Widad de Casablanca (0-0, 1-0), rappelle-t-on. Les autres clubs qualifiés sont Al Wasl des Emirats et le MC Alger. Les trois autres clubs qualifiés seront connus au terme des matchs retour qui restent à disputer début décembre et opposeront Al Ahly saoudien à l'ES Sétif (alg) (aller 1-0), l'USM Alger (alg) à Al Merrikh (sud) (aller 4-1) et le Raja Casablanca (mar) à Al Ismaily (egy) (aller 0-0).

## ЛІГА 2 ФРАНСЬКА ДЕ ФУТБОЛ / FC METZ : Le gardien de but algérien Alexandre Oukidja élu joueur du mois

Le gardien de but international algérien du FC Metz (Ligue 2 française de football) Alexandre Oukidja, a été élu meilleur joueur du mois de novembre par les supporters des Grenat, a annoncé le club de la Moselle.

«Auteur de plusieurs arrêts décisifs lors des dernières sorties messines, Oukidja a été désigné «Grenat du mois de novembre» par les internautes. Félicitations Alexandre», a annoncé vendredi l'actuel co-leader de la Ligue 2 sur son compte Twitter. Le FC Metz, où évolue également le milieu offensif international algérien Farid Boulaya, aura l'occasion ce samedi après-midi de s'emparer de la tête du classement, en rendant visite à Grenoble (14h00) à l'occasion de la 16e journée du championnat.

L'ancien portier du RC Strasbourg avait rejoint le FC Metz en juillet 2018 où il est vite devenu un titulaire incontestable et un cadre de l'équipe.

Oukidja (30 ans) a été convoqué une première fois en équipe nationale à l'occasion du match en déplacement face à la Gambie à Banjul (1-1) le 8 septembre dernier, dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019.

## RETRAIT DE LA CAN-2019 AU CAMEROUN : «Nous sommes traînés dans la boue»

L'ancien sélectionneur de l'équipe camerounaise de football Jean-Paul Akono s'est dit déçu par la décision prise vendredi par la Confédération africaine de football (CAF) de retirer l'organisation de la CAN-2019 au Cameroun.

«Je suis déboussolé par cette nouvelle. C'est une grosse déception que je saurais mieux exprimer par des mots. Je crois que le président de la République a donné toutes les garanties que le Cameroun sera prêt dans le délai. Je crois qu'aujourd'hui, la retirer, c'est surprenant. Nous sommes traînés dans la boue», a déploré l'ancien coach des «Lions indomptables» avec qui il a gagné les Jeux Olympiques de Sydney en 2000.

Le Comité exécutif de l'instance africaine réuni vendredi à Accra (Ghana) a estimé que le Cameroun ne sera pas en mesure d'organiser la CAN 2019, en raison du retard accusé dans les travaux de la construction des stades devant accueillir la compétition. Le Comité exécutif a pris sa décision de retirer l'organisation de la CAN 2019 au Cameroun sur la base d'un rapport dressé par sa Commission d'organisation de la CAN.

De son côté, l'ancien attaquant international camerounais Patrick Mboma a très mal accueilli le retrait de la CAN-2019 à son pays. Sur son compte Twitter, il a exprimé son mécontentement.

«Moi qui croyais que le 15 juin 2019 était dans 197 jours : bien plus pour nous, aujourd'hui ! Je me sens abattu, je suis en colère et à la fois honteux. Bye bye fête du football. En attendant les incidences sur les plans sportif, financier ou politique», a-t-il regretté. Le Comité exécutif va lancer un appel à candidature pour trouver un nouveau pays-hôte. Trois pays seraient positionnés pour reprendre l'organisation de l'événement continental (15 juin - 13 juillet) : le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Egypte.

## EURO-2020 (QUALIFICATIONS) : La Ligue des nations offrira quatre billets supplémentaires

La Ligue des nations de football, compétition nouvellement créée par l'UEFA, offrira quatre billets supplémentaires pour l'Euro-2020, en plus des vingt places délivrées par le biais classique des éliminatoires, selon la réglementation en vigueur de la compétition.

Chaque ligue (A, B, C et D) va organiser ses propres barrages, soit deux demi-finales et une finale disputées en match simple (pas d'aller-retour), du 26 au 31 mars 2020. En théorie, les équipes qui y participent sont celles qui ont fini, à l'automne, premières de leur groupe en Ligue des nations.

À titre d'exemple, les barrages les plus relevés devraient ainsi opposer les leaders des groupes 1, 2, 3 et 4 de la Ligue A, soit l'Angleterre, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse. Mais en pratique, certaines de ces nations auront probablement déjà obtenu leur qualification via les éliminatoires de l'Euro. Dans ce cas, leur place de barragiste est remise à l'équipe suivante la mieux classée dans la Ligue concernée.

Ainsi, dans la Ligue A, une place pourrait se libérer au profit de la Belgique, la France, l'Espagne et/ou l'Italie si jamais ces équipes ne se qualifiaient pas par la voie classique des éliminatoires.

### Classement final de la Ligue des nations :

Ligue A: Pays-Bas, Suisse, Portugal, Angleterre

Ligue B: Ukraine, Suède, Bosnie-Herzégovine, Danemark

Ligue C: Ecosse, Finlande, Norvège, Serbie

Ligue D: Géorgie, Biélorussie, Kosovo, Macédoine.

## Abdellah Gueddah à la tête de la Commission de la Coupe d'Algérie (FAF)

Abdellah Gueddah a été nommé à la tête de la Commission de la Coupe d'Algérie de football à la place de Noureddine Bakiri, malade, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF). «Suite à la maladie de Noureddine Bakiri, président de la Commission de la Coupe d'Algérie, le président de la FAF a décidé de lui accorder un congé et d'installer à la tête de la Commission de la Coupe d'Algérie Abdellah Gueddah comme président et Larbi Oumamar comme vice-président comme le stipule l'article 39.2 des statuts de la FAF», précise l'instance fédérale sur son site officiel.

La décision du président de la Fédération a été approuvée par les membres du Bureau fédéral lors de la réunion statutaire du BF tenue mercredi 28 novembre 2018 au CTN de Sidi Moussa (Alger). Pour les mêmes raisons de santé, Noureddine Bakiri sera également remplacé à la présidence de la Ligue de football de la wilaya de Bouira par un directoire désigné par la FAF qui a pour mission de faire démarrer le championnat local.

APS

## LIGUE 2 MOBILIS (15<sup>È</sup> JOURNÉE) : Le leader à la bonne, les mal classés à la traîne

L'ASO Chlef, leader incontesté de la Ligue 2 Mobilis de football a réussi une véritable démonstration de force vendredi, en allant s'imposer (2-3) chez son dauphin et principal concurrent pour l'accession, le WA Tlemcen, s'adjugeant au passage le titre honorifique de champion d'automne, au moment où dans le bas du tableau, les mal classés USM El Harrach, RC Kouba et USM Blida ont tous raté le coche.



Décidés à conserver la première place, qui leur aurait échappé en cas de défaite à Tlemcen, les Chélifiens ont abordé ce derby tambour battant et ont réussi à ouvrir le score par Benhamla, qui avait transformé un penalty à la 10', avant que le jeune international espoir, Kaibou, n'aggrave la marque moins de deux minutes plus tard.

Malgré ce gros coup de massue, les locaux n'ont pas abdiqué et ont continué à attaquer avec la même ardeur, jusqu'à voir leurs efforts récompensés par une réduction du score, signée du vétéran Hadj Bouguèche (41').

Cependant, et loin d'être rassasiée par ses deux buts, l'attaque chélifienne a continué à pousser, jusqu'à ajouter une troisième réalisation par l'intermédiaire de Djahel (62').

Mais sans altérer le moral de Bleu et Blanc, qui ont continué à y croire jusqu'au coup de sifflet final, surtout une nouvelle réduction du score, signée Belhamri (70').

L'occasion de sauver au moins les meubles s'est d'ailleurs présentée à la 77', lorsque ce même Belhamri a bénéficié d'un deuxième penalty, suite à une main à l'intérieur de la surface de réparation, mais malheureusement pour lui, cette fois, le ballon a heurté le poteau gauche du gardien Chélifien, avant de sortir en si-mètres.

Le WAT se fait doubler ainsi par le MC El Eulma, nouveau Dauphin avec 28 points, après sa victoire contre la JSM Béjaïa (2-1), mais aussi par le NC Magra, qui s'est hissé sur la troisième marche du podium, suite à sa courte mais précieuse victoire contre le RC Kouba (1-0).

Un but signé Oukrif (63), et qui main-

tiennent le Raed à l'avant-dernière place du classement général, avec seulement onze unités au compteur.

Soit avec cinq longueurs d'avance sur la lanterne rouge, l'USM Blida, et une de retard sur le premier club relégable, l'USM El Harrach.

À l'instar du RCK, les deux autres mal classés USMB et USMH sont passés complètement à côté au cours de cette 15<sup>È</sup> journée, puisque les Blidéens ont perdu chez le RC Relizane (1-0), alors que l'USMH a été tenue en échec à domicile par la JSM Skikda (0-0).

Un score de parité qu'on retrouve dans deux des quatre duels restants de cette 15<sup>È</sup> journée, puisque les rencontres ES Mostaganem - MC Saïda et ASM Oran - US Biskra se sont terminées sans vainqueur.

L'ESM, qui avait ouvert le score par Belahouel (80') pensait pourtant tenir une précieuse victoire, jusqu'à la 89', lorsque Chouikhia a réussi à arracher l'égalisation (1-1) pour le MCS, alors que de leur côté, l'ASMO et l'US Biskra se sont neutralisés sur un score vierge, et qui n'arrange aucun de ces deux clubs, car si les Oranais continuent à flirter dangereusement avec la zone rouge (13e/13pts), les Zibans, eux, ont raté une excellente occasion de recoller au peloton de tête, alors que l'occasion était assez propice, surtout avec le faux pas du WAT.

Les seuls clubs de milieu de tableau à avoir bien négocié cette ultime journée de la phase «aller» sont l'USM Annaba et le MC El Eulma, vainqueurs respectivement de l'Amel Boussaâda (2-1) et de la JSM Béjaïa sur le même score.

Les choses avaient portant mal commencé pour les Annabais, menés sur leur propre terrain et dès la 31', sur un but d'Oukil, mais loin d'avoir abdiqué, ils ont réussi à égaliser par Daoud (43'), avant d'arracher la victoire grâce à Maïza (81'). Un précieux succès qui propulse l'USMAn à la 7<sup>È</sup> place du classement gé-

néral, avec 21 points, au moment où l'ABS reste scotché à la 9<sup>È</sup> place, avec 20 unités. Même scénario à El Eulma, où les visiteurs étaient les premiers à trouver le chemin des filets, par Chaouchi (12'), avant que de se faire renverser, d'abord par Doucen (17'), puis Kouas (67'). Une courte mais importante victoire, qui intronise le MCEE comme nouveau Dauphin de l'ASO Chlef, avec 28 points, au moment où la JSMB reste 11<sup>È</sup>, avec 18 points.

### Résultats partiels et classement

Résultats complets et classement du Championnat de Ligue 2 Mobilis de football, à l'issue de la 15<sup>È</sup> journée, disputée vendredi :

USM El Harrach - JSM Skikda 0-0  
ES Mostaganem - MC Saïda 1-1  
RC Relizane - USM Blida 1-0  
ASM Oran - US Biskra 0-0  
NC Magra - RC Kouba 1-0  
USM Annaba - Amel Boussaâda 2-1  
MC El Eulma - JSM Béjaïa 2-1  
WA Tlemcen - ASO Chlef 2-3

Classement	Pts	J
1). ASO Chlef	30	15
2). MC El Eulma	28	15
3). NC Magra	27	15
4). WA Tlemcen	25	15
5). US Biskra	25	15
6). ES Mostaganem	22	15
7). RC Relizane	21	15
8). USM Annaba	21	15
9). Amel Boussaâda	20	15
10). MC Saïda	19	15
11). JSM Béjaïa	18	15
12). JSM Skikda	16	15
13). ASM Oran	13	15
14). USM Harrach	12	15
15). RC Kouba	11	15
16). USM Blida	6	15

## LIGUE 1 FRANÇAISE : Blessé, le défenseur algérien Fethi Harek out contre Amiens

Le défenseur international algérien de Nîmes Olympique, Fethi Harek est forfait pour la réception d'Amiens, samedi (20h00), pour le compte de la 15<sup>È</sup> journée de Ligue 1 française de football, car souffrant

d'une blessure aux adducteurs. L'Algérien, qui mardi avait joué tout le match de Coupe de la Ligue contre Saint-Etienne (qualification aux tirs au but), n'est d'ailleurs pas retenu dans le groupe

convoqué pour ce match, tout comme son coéquipier Loïck Landre, qui lui purge son troisième match de suspension. Voici par ailleurs le groupe nîmois pour le match de samedi : Bernardoni, Valette,

Alakouch, Briançon, Lybophy, Maouassa, Miguel, Paquier, Bobichon, Ferri, Savanier, Valls, Alioui, Bouanga, Bozok, Depres, Guillaume, Ripart et Thioub.

## Kovac n'envisage pas de partir

Intronisé sur le banc du Bayern Munich à l'intersaison au moment de prendre le relais de Jupp Heynckes, Niko Kovac est en difficulté à la tête de l'équipe première. Le résultat de samedi, un nul (3-3) face au Fortuna Düsseldorf en Bundesliga après avoir mené de deux buts, relègue Franck Ribéry et les siens à neuf points du leader, le Borussia Dortmund. Tant et si bien que l'avenir du technicien croate s'écrirait en pointillés...

## LA JUVENTUS POUSSE FORT POUR ASENSIO

Régulièrement annoncé sur le départ, Marco Asensio, l'attaquant du Real Madrid, serait l'une des priorités de la Juventus Turin cet hiver.

Il y a quelques semaines, Marco Asensio avait envoyé balader les rumeurs d'un possible départ du Real Madrid, mais ce mardi, les médias italiens en remettent une couche. D'après Rai Sport, le Majorquin est dans le viseur de la Juventus, qui souhaiterait l'enrôler dès le Mercato hivernal. Un intérêt de la Vieille Dame avait déjà été évoqué l'été dernier. Dans l'émission El Chiringuito, Eduardo Inda, lui, a soutenu que Liverpool était prêt à mettre 180 M€ sur la table l'été dernier. Mais que l'offre farfelue des Reds avait été refusée par les Merengues, après avoir vendu Cristiano Ronaldo à la Juve. Le flou artistique règne donc toujours sur l'avenir du joueur, dont le début de saison n'est pas vraiment à la hauteur des attentes.

Dans l'émission El Chiringuito, Eduardo Inda, lui, a soutenu que Liverpool était prêt à mettre 180 M€ sur la table l'été dernier. Mais que l'offre farfelue des Reds avait été refusée par les Merengues, après avoir vendu Cristiano Ronaldo à la Juve. Le flou artistique règne donc toujours sur l'avenir du joueur, dont le début de saison n'est pas vraiment à la hauteur des attentes.

## Chelsea : Isco dans le viseur ?

De moins en moins utilisé depuis l'arrivée de Solskjær sur le banc de touche du Real Madrid, Isco pourrait faire ses valises dans les prochains mois.

En effet, l'ancien joueur de Malaga, qui n'a même pas été convoqué pour le match face à Rome, serait dans le viseur de Maurizio Sarri, selon le Daily Express.

Si Chelsea tient droit la corde sur ce dossier, Manchester City et de la Juventus seraient aussi intéressés.



## Mauro Icardi revient sur son été agité !

Lors du dernier mercato estival, Mauro Icardi aurait pu faire ses valises et rejoindre le Real Madrid. Le capitaine de l'Inter est revenu sur son été agité. Mauro Icardi aurait pu changer de cap l'été dernier. Orphelin de Cristiano Ronaldo, parti à la Juventus l'été dernier, le Real Madrid aurait coché le nom de l'attaquant de l'Inter lors du dernier mercato. Mais l'international argentin est finalement resté en Lombardie, pour le plus grand bonheur de Piero Ausilio et de Luciano Spalletti, respectivement directeur sportif et entraîneur de l'Inter. Lors d'un entretien accordé au Corriere dello Sport ce samedi, Mauro Icardi a expliqué qu'il n'avait pas songé à quitter les Nerazzurri l'été dernier. « Si j'ai déjà pensé à partir ? C'est à eux de le dire. J'ai toujours clarifié mes objectifs. Le premier était de revenir en Ligue des Champions avec l'Inter et nous l'avons atteint. Le second était de gagner quelque chose avec l'Inter. Le directeur a fait une bonne équipe malgré le fait qu'il ne pouvait pas dépenser beaucoup. Il n'a recruté que des joueurs gratuits », a-t-il déclaré.



## Atletico : Thorgan Hazard cible

Dans la famille Hazard, l'Atletico Madrid réclame Thorgan (25 ans, 14 matchs et 11 buts toutes compétitions cette saison). Auteur d'un début de saison époustouflant, l'ailier du Borussia Mönchengladbach intéresse fortement la formation espagnole, affirme Bild. Les Colchoneros pourraient d'ailleurs passer à l'action dès cet hiver pour tenter d'attirer le frère d'Eden, également courtisé par le Borussia Dortmund.

## Man Utd : l'appel du pied de Perisic



Sérieusement convoité par Manchester United cet été, Ivan Perisic (29 ans, 12 matchs et 2 buts en Serie A cette saison) était finalement resté à l'Inter Milan suite au discours de son entraîneur Luciano Spalletti. Pas de quoi calmer les envies d'ailleurs de l'ailier croate, toujours attiré par les Red Devils. « Je voulais rejoindre Manchester United, j'étais sur le point d'accepter. Mais j'ai choisi de rester grâce à la persévérance de Spalletti. Il voulait jouer les premiers rôles, ce qui est toujours essentiel dans le football », a raconté l'ancien Sochalien dans des propos relayés par le Daily Mirror. A l'avenir, j'aimerais jouer dans un autre pays, j'espère que les supporters comprendront. J'ai toujours dit que je rêvais de jouer en Premier League. Dans le football, tout est possible, on verra. Pour l'instant, je suis concentré sur l'Inter. »



